Service cantonal de statistique (SCS)

ECONOMIE GENEVOISE

RETROSPECTIVE 1983 - PERSPECTIVES 1984

(A partir des informations disponibles au SCS)

Remarques liminaires

L'édition 1983-84 de ce rapport paraît, comme les trois précédentes, au tout début de l'année mais cette fois deux semaines plus tard de façon à pouvoir disposer des chiffres de décembre pour 3 chapitres importants dont les séries s'arrêtaient jusqu'alors en novembre (1.1 Population résidente, 1.3 Marché du travail et 2.4 Construction). Il reste toutefois plusieurs chapitres dont l'analyse repose sur des séries ne dépassant pas octobre ou novembre.

Une autre nouveauté cette année consiste en l'introduction d'un chapitre sur les salaires et le mouvement de fonds des CCP (3.6).

Sommaire

		Pages
		roses
0.	Résumé	I à IV
		blanches
1.	Population et emploi	
1.1	Population résidente	2
1.2	Emploi	6
1.3	Marché du travail	8
2.	Production	
2.1	Agriculture	12
2.2	Industrie	14
2.3	Commerce extérieur	18
2.4	Construction	20
2.5	Commerce de détail	22
2.6	Banques	23
2.7	Hôtellerie	24
2.8	Secteur international	26
3.	Consommation	
3.1	Electricité	28
3.2	Automobiles	30
3.3	Trafic aérien	32
3.4	Logements inoccupés, nouvelles demandes de logements et locaux commerciaux vacants	34
3.5	Prix à la consommation	36
3.6	Salaires et mouvement de fonds des CCP	38

SCS/25.01.84, complété 07.02.84

RETROSPECTIVE 1983 - PERSPECTIVES 1984

RESUME DU RAPPORT

NB : la numérotation du résumé correspond à celle des chapitres du rapport.

EN BREF

1983 Globalement, résultats satisfaisants mais à la fois un peu inférieurs à ce qui était prévu et au-dessous de ceux de 1982, année qui s'avère avoir été assez exceptionnelle par rapport à la période plus morose traversée depuis 1974.

1984 Les divers pronostics connus concordent : la "reprise", modérée, devrait se poursuivre. Mais il s'agit d'une appréciation globale. En matière d'emploi, il faut s'attendre à la confirmation des 2 tendances opposées : diminution dans le secondaire, plus que compensée par une augmentation dans le tertiaire. Quant au renchérissement, il pourra être encore inférieur à celui de 1983.

1. POPULATION ET EMPLOI

1.1 POPULATION RESIDENTE (ensemble de l'année)

1983 A fin décembre : 353 540 habitants. L'augmentation au cours de l'année, soit + 2 637 personnes (+ 0,8%) a été inférieure à celle de 1982, année exceptionnelle (+ 4 926 ou + 1,4%). Elle a eu pour cause principale le gain migratoire des étrangers.

	1982		1983	
Population résidente au 1er janvier		345 977		350 903
Mouvement (janvier à décembre)				
- naturel : . naissances	+ 3 582		+ 3 460	
. décès	- 3 123	+ 459	- 3 021	+ 439
- migratoire : . arrivées	+ 29 027		+ 25 732	
. départs	- 24 560	+ 4 467	- 23 534	+ 2 198
- changts d'origine (+ Suisses - étrangers)	(± 1 832)		(± 1 757)	
Population résidente au 31 décembre		350 903		353 540

1984 Tendance à un ralentissement de la progression dû à différents facteurs (contrôle des arrivées, marche de l'économie, offre de logements).

1.2 EMPLOI

1983 Nombre d'emplois et situation (situation 3me trimestre, selon indices OFIAMT régionalisés)
Remarque liminaire : l'OFIAMT a finalement publié, en janvier 1984, l'indice régionalisé de l'emploi, accompagné de deux autres indices : degré d'occupation et perspectives d'occupation. Selon l'indice de l'emploi combiné avec la statistique du SCS, du 3me trimestre 82 au 3me trimestre 83, le nombre d'emplois aurait augmenté dans le canton de 2 910 (+ 1,3% contre 1,5% moyenne 75-82), s'établissant à 226 800. L'évolution aurait été négative dans le secondaire (- 862 ou - 1,7%), positive dans le tertiaire (+ 3 807 ou + 2,3%) alors que le primaire serait resté stable. Toujours selon l'OFIAMT, l'indice du degré d'occupation dans le canton est à 123, alors que le plus haut est à 126 (Zoug) et que la moyenne suisse à 119. Quant à l'indice des perspectives d'occupation durant le 4me trimestre, il se situe pour Genève à 122, le plus élevé de Suisse, dont la moyenne est à 114.

Main-d'oeuvre étrangère (situation en août-septembre)

Permis	Variation annuelle 1981 - 1982		1982 - 1983	
	Nombre	%	Nombre	%
- Résidents (établissement et annuels)	+ 1 854	+ 3,5	+ 1 570	+ 2,9
- Exempts	+ 322	+ 2,7	+ 300	+ 2,4
- Saisonniers	+ 233	+ 3,2	- 246	- 3,3
- Frontaliers	+ 1 136	+ 5,1	+ 278	+ 1,2
Total	+ 3 545	+ 3,8	+ 1 902	+ 1,9

1984 On peut s'attendre à une progression générale du même ordre, résultant d'une diminution dans le secteur secondaire plus que compensée par l'augmentation du tertiaire.

1.3 MARCHE DU TRAVAIL (ensemble de l'année)

1983 Chômage : complet et partiel ont sensiblement augmenté mais, en moyenne mensuelle, pour le complet : moins à Genève qu'en Suisse, pour le partiel : plus à Genève qu'en Suisse.

Chômeurs		1982	1983
- complets :	. effectif à fin décembre	1 447	2 130
	. moyenne mensuelle	1 051	1 831
	. taux général (à fin décembre)	8,1°/oo	11,9°/oo
- partiels :	. effectif à fin décembre	2 519	1 714
	. moyenne mensuelle	1 576	1 972

On trouve des taux relativement importants (10°/oo et +) dans une grande diversité de groupes de professions : scientifiques et artistiques 19,9°/oo; techniques 13,4°/oo; enseignement, assistance sociale 12,2°/oo; arts graphiques 12,0°/oo; métallurgie, machines, horlogerie, bijouterie 11,9°/oo; bureau, commerce 11,4°/oo; hôtellerie, service de maison 11,1°/oo.

Offres et demandes d'emploi : comme en 1982, l'offre est restée inférieure à la demande.

1984 En admettant que le chômage actuel est pour une part importante d'ordre structurel, on peut s'attendre à ce que le taux reste proche de 10°/oo.

2. PRODUCTION

2.1 AGRICULTURE (ensemble de l'année)

1983 Météo : conditions extrêmes, printemps très pluvieux et été très sec, soit en général peu favorables, sauf à la viticulture.

Viticulture : avec 14,6 M° litres, 2e récolte de tous les temps, après 1982 (24 M° l.). Qualité très bonne.

Céréales panifiables : en raison météo, rendement bas mais chiffres pas encore connus.

Colza : également rendement bas, équivalent à 1981 (22 quintaux par hectare contre 30 en 1982).

Cultures fruitières : récolte équivalent à 50-60% de celle de 1982, année record (3 566 tonnes). Pas de problèmes d'écoulement.

Cultures maraîchères : année moyenne, de plus poursuite de la stagnation des résultats financiers (depuis 4 ans).

1984 Viticulture : en raison des vendanges records en 1982 et 1983, on peut s'attendre à une récolte moindre, indépendamment de la météo, en raison de la "fatigue" de la vigne.

2.2 INDUSTRIE (ensemble de l'année, sur la base estimation pour 4e trimestre)

1983 Selon les résultats du test conjoncturel et contrairement aux perspectives, la situation de l'industrie genevoise, globalement, a cessé de se dégrader, suivant en fait la même évolution que l'industrie du pays mais avec un peu de retard. La reprise a surtout été sensible pour les entreprises peu exportatrices et celles fortement exportatrices.

Alimentation, boissons, tabacs : maintien d'une bonne situation, production en hausse.

Arts graphiques : selon le test, situation difficile à estimer (peu de réponses) mais a semblé s'améliorer au cours de l'année.

Chimie : nette amélioration par rapport à 1982, production en hausse.

Métallurgie : peu de réponses au test mais signes de retournement positif de la tendance, à partir de l'automne.

Machines et appareils : branche ayant subi le plus durement le recul conjoncturel au cours des 2 dernières années. Contrairement aux autres branches, fort peu de signes d'amélioration. Capacité technique utilisée aux 2/3.

Horlogerie-bijouterie : selon le test, marche des affaires toujours en zone négative. La demande varie de façon irrégulière.

1984 Depuis août 1983, le test comporte une question sur les perspectives à plus long terme que précédemment. Il ressort des réponses que dans toutes les branches la tendance, positive ou négative, devrait se poursuivre, sauf pour l'horlogerie-bijouterie qui compte sur une amélioration sensible.

2.3 COMMERCE EXTERIEUR (janvier à septembre)

1983 Importations : 3 592 M° F, soit une augmentation de 3,5% (Suisse : + 5,7%). Matières premières : + 2,8%, biens de consommation : + 9,6%, biens d'équipement : - 17,9%.

Exportations : 3 188 M° F, soit une diminution de 1,3% (Suisse : + 0,9%). Matières premières et demi-produits : + 2,5%, biens de consommation : - 5,1%, biens d'équipement : + 0,6%.

1984 Plan genevois : pas d'éléments pour prévision.

Plan suisse (termes réels) : import. : + 2,5 à 3,5%, export. : + 2,2 à 4,4%.

2.4 CONSTRUCTION (ensemble de l'année)

1983 Activité générale : pas encore chiffres enquête fédérale mais augmentation estimée à + 2% (termes réels). Ouvertures de chantier (indicateur avancé) : + 24,9%, due uniquement aux bâtiments sans logement.

Logements neufs : 1 782 contre 1 835 en 1982 (- 2,9%). Mais augmentation forte des autorisations : + 75,4% et significative des requêtes : + 15,2%.

1984 Activité générale et logements : progression attendue.

2.5 COMMERCE DE DETAIL (pas de chiffres pour Genève, appréciation ensemble de l'année)

1983 Suisse : augmentation réelle modérée : + 1,5% (1982 : - 2,5%). Genève : aurait suivi la tendance nationale, exception faite du commerce "de luxe" qui semble moins souffrir de la récession.

1984 Prévisions pas euphoriques, plutôt stagnation. Investissements plus de rationalisation que d'expansion.

2.6 BANQUES (pas de chiffres pour Genève, appréciation ensemble de l'année)

1983 Tant plan national que local, année réjouissante. Prêts (janv.-sept.) au-dessous de 1982 mais accroissement des débiteurs suisses, en particulier hypothèques.

1984 Prévision difficile mais pas de changement prévu.

2.7 HOTELLERIE (janvier à octobre)

1983 Après 3 ans de croissance, tendance à la baisse des nuitées avec reprise exceptionnelle en octobre due à Télécom, au total stabilité (+ 0,3%). Quelques variations par rapport à 1982 : Suisse : - 4,2%, France : - 12,6%, USA : + 14,7%, Asie : + 3,6%.

1984 Niveau d'activité satisfaisant (parité du dollar, levée mesures en France).

2.8 SECTEUR INTERNATIONAL

1983 Emplois (enquête d'avril)
Globalement effectifs stables. Organisations gouvernementales (OIG) : - 1,5%, missions permanentes : + 8,1%, 10 principales organisations non gouvernementales (OING) : pas de changement.

1982 Dépenses (pas de chiffres plus récents)
OIG : + 4,6% (1981 : + 7,8%), OING : + 6,8% (1981 : + 8,1%).

1982 Réunions internationales (pas de chiffres plus récents)
1 217 réunions (+ 3,7%), 59 415 délégués (+ 6,6%).

84-83 Emplois : stabilité, dépenses : légère reprise (investissements), réunions : progression modérée.

3. CONSOMMATION

3.1 ELECTRICITE (janvier à novembre)

1983 Ralentissement de la croissance : + 3,4% (1982 : + 5,2%).

1984 Selon budget SIG : croissance d'environ + 5%.

3.2 AUTOMOBILES (janvier à octobre)

1983 19 237 voitures neuves, soit - 1,7% par rapport à même période en 82. Allemagne fédérale : + 3,1%, Japon : + 3,2%, France : - 7,3%, Italie : - 6,5%.

1984 Tendance à saturation.

3.3 TRAFIC AERIEN (janvier à novembre)

1983 Passagers : avec au total 4,4 M°, poursuite de la stagnation, en dépit de Télécom. Le trafic régulier des compagnies suisses a baissé (- 3,9%). Une des raisons de la stagnation : la ligne Genève-Paris.

Fret et poste : nette progression, respectivement + 11,7% et + 13,3%.

1984 Pas d'indications suffisamment fiables pour prévisions.

3.4 LOGEMENTS INOCCUPES ET DEMANDE, LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

1983 Logements inoccupés : vides et vacants, meublés ou non (pas d'enquête au 1.12.)
L'enquête habituelle de l'OFIAMT au 1.12 n'a pas eu lieu. Elle se fera dorénavant le 1er juin, dès 1984. On peut néanmoins admettre que la situation a peu évolué en 1983 (taux de vacance en 82 : 0,18% et en 81 : 0,11%).

Demande de logements connue de l'office du logement social ou OLS (limitation de la statistique, ensemble de l'année)
A partir de janvier 1983, l'OLS ne comptabilise plus que la demande lui étant directement adressée (lettre ou guichet). Le nombre de nouvelles demandes est forcément inférieur à ce qu'il était auparavant (1983 : 3 063, 1982 : 7 426) et la comparaison n'est plus possible. Néanmoins on peut admettre que la demande reste forte, avec une prépondérance pour celle des personnes "sans logement".

Locaux commerciaux vacants (pas d'enquête au 1.12)
L'enquête a également été reportée au 1.6.84, donc pas de chiffres pour 1983 (1982 : 16 348 m^2). L'impression est que le marché est actuellement moins tendu et qu'il n'y aurait ni pléthore ni pénurie.

1984 Logements inoccupés : en raison de la forte demande, pas d'amélioration, taux de vacance toujours proche de 0%.

Demande de logements : toujours supérieure à offre.

Locaux commerciaux vacants : demande inconnue mais offre plus importante.

3.5 PRIX A LA CONSOMMATION (nouvel indice dès janvier 1983, ensemble de l'année)

1983 Taux annuel de renchérissement : + 3,1% (pronostic SCS : + 3,2% à + 4,0%), le plus faible depuis 1978 mais supérieur au taux suisse (+ 2,1%), pour la première fois depuis 1978 également. Principaux facteurs de la variation : santé (+ 6,2%), habillement (+ 4,8%), loyers (+ 4,6%), alimentation (+ 4,2%), produits pétroliers (- 5,9%). Les prix des marchandises importées (+ 0,7%) ont contribué au ralentissement de la hausse.

1984 Pronostic SCS : + 2,2 à + 3,0%.

3.6. SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP (nouveau chapitre)

1983 Salaires (janvier à septembre)
Sur l'ensemble de l'année, la masse salariale versée par les entreprises du canton enregistrera vraisemblablement un taux de croissance (8 à 9%) inférieur à celui de 1982, année record depuis 1974 (+ 10,5%). De janvier à septembre, l'accroissement a été de 8,7%, correspondant, si l'on tient compte de la hausse des prix, à 4% en termes réels.

Mouvement de fonds des CCP (janvier à novembre)
Croissance (+ 8,9%) très proche de la moyenne 1979-82 (+ 9,0%). Le total dépassera 75 milliards de F, montant représentant environ 5,7 fois le revenu cantonal.

1984 Salaires : croissance de l'ordre de + 3,5%.

CCP : on peut s'attendre à un taux d'augmentation inférieur (+ 7,5 à + 8,5%).

SCS/24.01.84, complété 07.02.84

ECONOMIE GENEVOISE

RETROSPECTIVE 1983 - PERSPECTIVES 1984

(A partir des informations disponibles au SCS)

RAPPORT COMPLET

*

* *

SCS/24.01.84 complété 7.02.84

1. POPULATION ET EMPLOI

1.1 POPULATION RESIDENTE

Population résidente selon l'origine

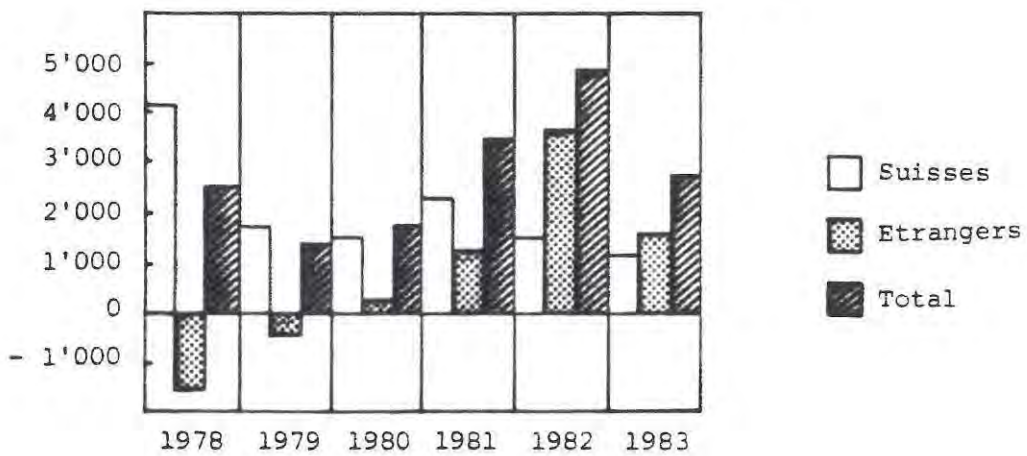
	Chiffres au 31 décembre			Variation annuelle		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1978	231 772	107 501	339 273	4 223	- 1 624	2 599
1979	233 573	107 081	340 654	1 801	- 420	1 381
1980	235 124	107 315	342 439	1 551	234	1 785
1981	237 457	108 520	345 977	2 333	1 205	3 538
1982	238 809	112 094	350 903	1 352	3 574	4 926
1983	239 839	113 701	353 540	1 030	1 607	2 637

Mouvement naturel selon l'origine

	Naissances			Décès			Gain		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1978	2 091	1 428	3 519	2 477	481	2 958	- 386	947	561
1979	2 272	1 309	3 581	2 466	488	2 954	- 194	821	627
1980	2 270	1 219	3 489	2 643	544	3 187	- 373	675	302
1981[1)]	2 191	1 168	3 359	2 506	491	2 997	- 315	677	362
1982	2 323	1 259	3 582	2 664	459	3 123	- 341	800	459
1983	2 231	1 229	3 460	2 528	493	3 021	- 297	736	439

1) L'état civil 1981 est notablement inférieur à la réalité par défaut d'enregistrement.

Population résidente : variation annuelle



1.1 POPULATION RESIDENTE

Population résidente selon l'origine

1983 Au 31.12.1983, la population du canton s'élève à 353 540. Faisant suite à l'exceptionnelle augmentation de l'année précédente (1982 : + 4 900 habitants), l'évolution de la population du canton retrouve en 1983 un rythme, certes encore élevé : + 2 600 résidents, mais nettement moins explosif. Sans atteindre les taux des années 60 (+ 2,0%), 1982, avec une évolution de + 1,4%, s'en rapprochait. En effet, il fallait se reporter à 1970 (+1,2%) pour constater un gain annuel de population aussi important.
1983, en revanche, voit cette progression se réduire fortement pour atteindre 0,8%. Contrairement à l'année précédente, l'excédent de population se répartit équitablement entre Suisses et étrangers.

1984 Pour Genève les prévisions dépendent essentiellement de l'amplitude et du sens des mouvements migratoires.
Néanmoins, un retour à une situation démographique plus équilibrée semble s'amorcer.
Elle peut être la conséquence d'une politique de contrôle des migrations plus ferme et de facteurs économiques globaux touchant au marché du travail suisse et étranger.

Mouvement naturel selon l'origine

1983 La stabilisation du gain naturel du canton entre 350 et 450 (naissances-décès) paraît se confirmer. Depuis quelques années, le nombre annuel de naissances plafonne aux environs de 3 500. Quant aux décès, les variations qui peuvent être constatées sont dues à des phénomènes aléatoires. Depuis la fin de la période de forte natalité (1965), le solde naturel n'influence que très modestement l'évolution de la population du canton.

1984 Stabilité.

Voir suite du chapitre
1.1 Population résidente
pages suivantes (4 et 5)

Gain migratoire selon l'origine

	Suisses	Etrangers	Total
1978	958	1 080	2 038
1979	- 391	1 145	754
1980	- 37	1 520	1 483
1981	266	2 910	3 176
1982	- 139	4 606	4 467
1983	- 430	2 628	2 198

Changements d'origine

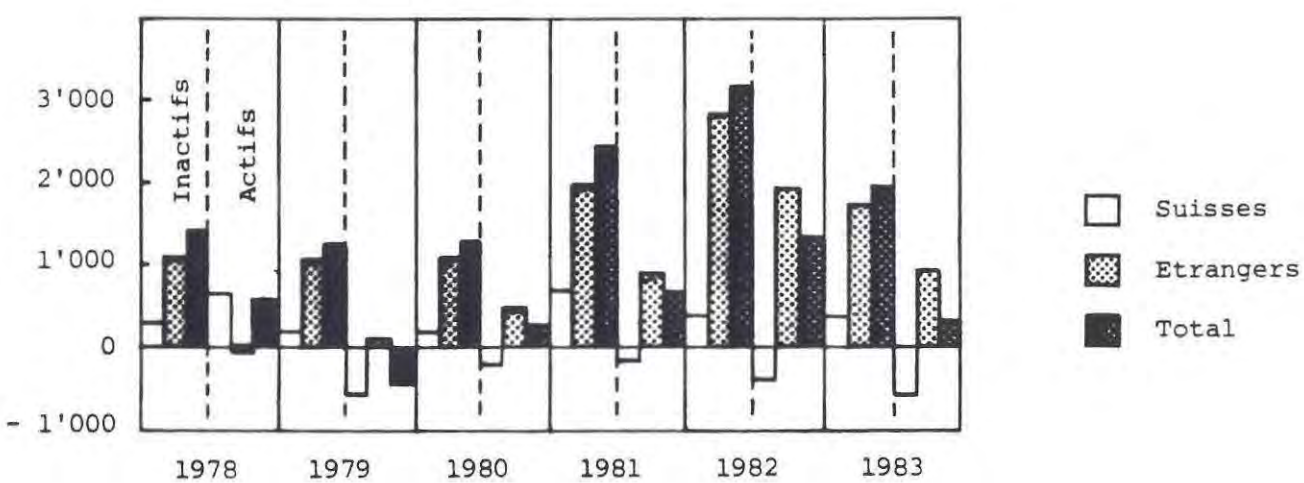
Par mariage	Naturalisation, réintégration, option	Par gains divers	Total
193	1 240	2 218[1)]	3 651
374	1 148	864	2 386
439	1 206	316	1 961
449	1 446	484	2 379
479	1 286	67	1 832
456	1 271	30	1 757

1) Rectifications, changements d'origine résultant de la nouvelle loi sur le droit de filiation.

Gain migratoire selon l'activité

	Inactifs			Actifs		
	Suisses	Etrangers	Total	Suisses	Etrangers	Total
1978	266	1 096	1 362	692	- 16	676
1979	192	1 024	1 216	- 583	121	- 462
1980	171	1 057	1 228	- 208	463	255
1981	468	1 958	2 426	- 202	952	750
1982	310	2 770	3 080	- 449	1 835	1 386
1983	137	1 686	1 823	- 567	942	375

Gain migratoire selon l'activité



Gain migratoire selon l'origine

1983 En constante augmentation depuis 1980, le gain migratoire avait atteint en 1982 un sommet : + 4 500. Il faut remonter aux années 70 pour constater de tels soldes positifs.
Bien qu'important (+ 2 198), le gain de 1983 marque une nette rupture de la tendance. L'augmentation se réduit de 50% en un an. Le gain migratoire 1983 se décompose en un gain chez les étrangers (+ 2 628), dont plus des deux tiers sont d'origine européenne, et une perte relativement importante chez les Suisses (- 430).
Selon diverses sources extérieures[1], complémentaires au SCS, cinq catégories d'étrangers "expliquent" environ 90% du gain migratoire étranger de ces dernières années.
Le solde exceptionnel 1982 (+ 4 606 étrangers) se composait pour 49% de regroupements familiaux (2 244), 23% de stabilisation de saisonniers (1 051), 11% d'accroissement dû aux unités prélevées sur le contingent (permis B : 505), 6% de fonctionnaires internationaux (259) et 5% de réfugiés (217).

Pour 1983, gain migratoire étranger de 2 628, seuls deux chiffres sont actuellement connus : 82 réfugiés (uniquement les demandes admises) et 152 fonctionnaires internationaux ont participé au solde migratoire positif de cette année, soit une diminution, par rapport à 1982, de 40% pour les réfugiés et de 59% pour les internationaux.
On peut admettre que les autres catégories ont concouru dans les mêmes proportions que l'année précédente à la migration.

1984 Le canton par sa situation internationale et économique particulière est soumis à des variations migratoires rapides et de grande amplitude. Il semble malgré tout qu'après une période particulièrement troublée depuis dix ans (déficit pendant la crise, puis reprise), un certain nombre de mesures politiques et économiques commencent à produire leurs effets stabilisateurs et devraient les prolonger en 1984.

Changements d'origine

1983 Après les perturbations résultant de l'application de la nouvelle loi sur le droit de filiation (1978), les changements d'origine retrouvent leur stabilité antérieure, se situant aux environs de 2 000 par an, avec une légère tendance à la baisse en 1982 : 1 832 et 1983 : 1 757.

1984 Stabilité.

Gain migratoire selon l'activité

1983 La stabilisation du gain migratoire 1983 n'a changé ni sa composition quant à l'origine, ni sa structure quant à l'activité.
En effet, si la totalité du gain migratoire est formée de population d'origine étrangère, 64% de celle-ci se compose d'inactifs, rentiers ou étudiants, 26% d'ouvriers et 6% de fonctionnaires internationaux.
Les actifs suisses poursuivent leur régression depuis 1979 (1983 : - 567).
Il faut noter le ralentissement de 50% des gains actifs étrangers par rapport à l'année précédente.

1984 Le gain migratoire selon l'activité demeure évidemment dépendant de l'évolution économique du canton et du marché du travail en particulier. On ne saurait donc émettre d'hypothèse proprement démographique indépendante des conditions du moment.
En tenant compte de l'ensemble de ces conditions (voir partie main-d'oeuvre étrangère, emplois et situation économique du canton) un ralentissement du gain migratoire d'actifs est vraisemblable pour 1984.

---

1) Contrôle de l'habitant (CH), Office fédéral des étrangers (OFE).

1.2 EMPLOI

Emplois à plein temps et temps partiel

	Secteur primaire	Secteur secondaire				Secteur tertiaire	Total
		Industrie et métiers	Construction	Autres[1]	Total		
1975[2]	4 043	39 493	12 396	3 050	54 939	142 264	201 246
1980[3]	2 807	*	*	*	48 154	164 974	215 935
1982[4]	4 035	37 095	12 278	2 289	51 662	168 193	223 890
1983[5]	4 000	*	*	*	50 800	172 000	226 800

Variation

1975-80	-1 236	*	*	*	- 6 785	22 710	14 689
1980-82	1 228	*	*	*	3 508	3 219	7 955
1975-82	- 8	- 2 398	- 118	- 761	- 3 277	25 929	22 644
1982-83	- 35	*	*	*	- 862	3 807	2 910

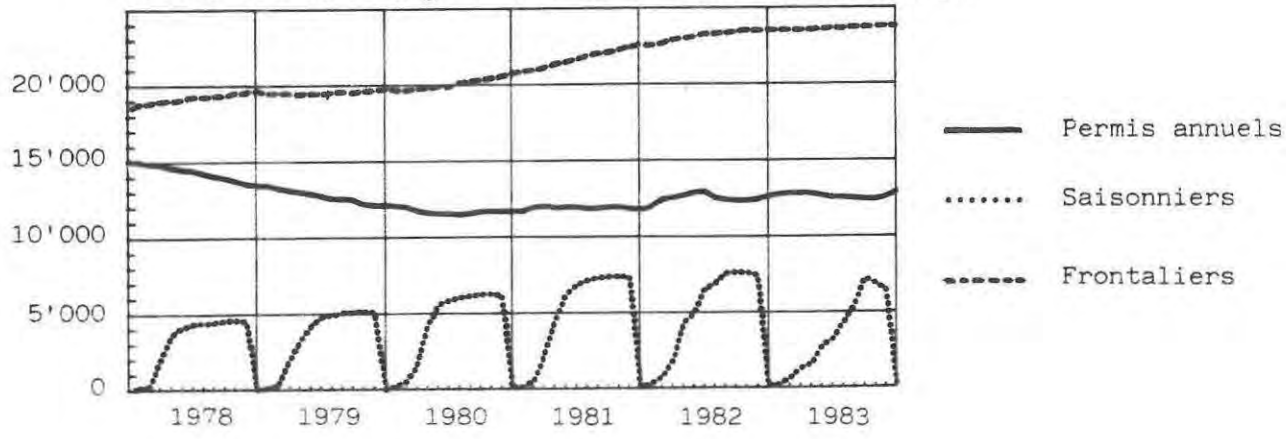
1) Economie énergétique, protection de l'environnement, carrières. 2) Recensement fédéral des entreprises (sept). 3) Recensement fédéral de la population (déc.), résultats provisoires. 4) Enquête sur l'emploi (sept.). 5) D'après l'indice de l'emploi de l'OFIAMT régionalisé, au 3me trimestre. Cet indice régionalisé ne donne l'évolution, pour le moment, que du total des emplois, du secteur secondaire et du tertiaire dans leur ensemble. Il convient d'utiliser ces résultats avec réserves (voir remarques à ce sujet en page 7).

Main-d'oeuvre étrangère

	Effectifs					Variation annuelle				
	Résidents 1)	Exempts 2)	Saisonniers	Frontaliers	Total	Résidents 1)	Exempts 2)	Saisonniers	Frontaliers	Total
Août[3]										
1978	51 583	11 902	4 426	19 362	87 273	17	157	212	905	1 291
1979	51 373	11 782	5 030	19 620[4]	87 805	- 210	- 120	604	258	532
1980	51 806	11 817	6 140	20 329[4]	90 092	433	35	1 110	709	2 287
1981	52 853	12 117	7 259	22 066	94 295	1 047	300	1 119	1 737	4 203
1982	54 707	12 439	7 492	23 202	97 840	1 854	322	233	1 136	3 545
1983	56 277	12 739	7 246[5]	23 480	99 742	1 570	300	- 246	278	1 902

1) Résidents : permis d'établissement et permis annuels. 2) Relevé de septembre de la Mission permanente de la Suisse auprès des organisations internationales. 3) Relevé d'août de l'OFIAMT. 4) Relevé d'août de l'OCE, l'OFIAMT ayant eu des problèmes d'enregistrement. 5) Relevé de septembre de l'OCE.

Main-d'oeuvre étrangère soumise au contrôle du travail



1.2 EMPLOI

Nombre d'emplois[1)]

Rappel : le dernier relevé exhaustif, soit l'enquête sur l'emploi du SCS en septembre 1982, dénombrait 223 890 emplois avec une répartition de 1,8% pour le secteur primaire, 23,1% pour le secondaire et 75,1% pour le tertiaire. De 1975 à 1982 le nombre d'emplois est passé de 201 246 à 223 890, soit une augmentation totale de 22 644 ou 11,3%, soit en moyenne 1,5% par an.

1983 L'OFIAMT vient de publier, en janvier 1984, pour la première fois les résultats de l'indice de l'emploi par cantons. Ces résultats sont à prendre avec réserves. En effet, un premier examen révèle certaines imperfections et la validité de ce nouvel instrument de mesure devra être sérieusement éprouvée.

Selon l'indice OFIAMT, le nombre d'emplois s'est accru de 1,3% dans le canton de Genève de 1982 à 1983 (chiffres au 3e trimestre). Appliqué aux résultats de l'enquête cantonale sur l'emploi réalisée en septembre 1982 (223 890 emplois), ce taux de 1,3% donne un chiffre de 226 800 emplois en septembre 1983, soit une augmentation de 2 910 en un an. Seuls quatre autres cantons ou demi-cantons enregistrent une augmentation de l'emploi (Fribourg, Grisons et les deux Appenzell), la Suisse dans son ensemble enregistrant un recul (- 1,2%).

Par secteurs économiques, toujours selon l'indice OFIAMT et avec les mêmes réserves, diminution de 862 emplois dans le secteur secondaire (- 1,7%) et augmentation de 3 807 dans le secteur tertiaire (+ 2,3%).

En plus de l'indice de l'emploi, l'OFIAMT établit maintenant tous les trimestres un indice sur le degré d'occupation et un autre sur les perspectives d'occupation. Pour chacun de ces indices, le niveau 150 correpond à une appréciation "bonne", 100 à "satisfaisante ou incertaine" et 50 à "mauvaise".

L'indice suisse du degré d'occupation est au 3me triemstre 1983 à 119. A Genève il s'élève à 123. L'indice le plus bas est relevé dans le Jura (107) et le plus élevé dans le canton de Zoug (126).

L'indice suisse des perspectives d'occupation au 3me trimestre 1983 pour les trois mois suivants (octobre à décembre) se situe à 114. Les données cantonales se répartissent entre les valeurs 105/106 (Uri, Tessin, Jura) et 122 (Genève). Le canton de Genève enregistre donc le meilleur indice.

1984 La diminution se poursuivra dans le secteur secondaire, surtout dans l'industrie. Les emplois continueront à augmenter dans le secteur tertiaire.

Main-d'oeuvre étrangère

1983 L'effectif de la main-d'oeuvre étrangère s'élève à 99 742 en août. L'accroissement en une année est de 1 902 soit + 1,9% contre + 3,8% l'année précédente. Il y a donc un net ralentissement de l'augmentation du nombre d'étrangers actifs. Ce sont les résidents qui ont le plus augmenté : + 2,9%.
Le nombre de frontaliers se stabilise (+ 1,2%, contre + 5,1% l'année précédente) alors que l'effectif des saisonniers diminue légèrement (- 246, soit - 3,3%). L'augmentation des exempts se poursuit au même rythme depuis trois ans (+ 300 par année, soit + 2,4% en 1983).

1984 On peut s'attendre à ce que le ralentissement de l'augmentation de la main-d'oeuvre étrangère persiste, étant donné les tensions sur le marché du travail (voir chômage).

---

1. Les sources suivantes ont été utilisées pour mesurer l'évolution de l'emploi dans le canton :
1975 : recensement fédéral des entreprises
1980 : recensement fédéral de la population, complété d'autres sources
1982 : enquête cantonale sur l'emploi
1983 : indice régionalisé de l'emploi OFIAMT

1.3 MARCHE DU TRAVAIL

Chômeurs complets

	Genève		Suisse		Genève/Suisse (%)	
	Décembre	Moyenne mensuelle	Décembre	Moyenne mensuelle	Décembre	Moyenne mensuelle
1978	1 592	1 127	12 997	10 483	12,2	10,8
1979	1 546	1 624	8 903	10 333	17,4	15,7
1980	984	1 179	6 285	6 255	15,7	18,9
1981	901	785	9 149	5 889	9,8	13,3
1982	1 447	1 051	23 579	13 220	6,1	8,0
1983	2 130	1 831	30 380	26 288	7,0	7,0

Taux de chômage par profession (en °/oo)

Situation à fin décembre

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
. Agriculture	3,7	4,0	1,7	3,7	1,3	3,0
. Professions liées à la production, sauf bâtiment	8,8	7,8	4,3	3,3	9,2	9,6
dont						
arts graphiques	12,0	12,0	8,5	6,2	12,9	12,0
métallurgie, machines, horlogerie, bijouterie	7,2	10,5	3,3	2,6	11,7	11,9
. Professions liées à la production dans le bâtiment	2,9	2,6	2,4	1,2	2,9	3,2
. Professions non liées directement à la production	10,1	10,0	6,5	6,1	8,9	14,0
dont						
professions techniques	11,3	11,0	7,8	7,3	9,6	13,4
bureau, commerce	8,0	8,2	5,4	5,0	8,3	11,4
hôtellerie, service de maison	14,3	10,9	6,3	6,7	8,3	11,1
hygiène, nettoyage	6,7	6,8	4,8	3,6	7,1	7,0
soins médicaux	7,0	7,9	5,5	3,8	6,2	7,9
professions scientifiques et artistiques	18,2	15,4	16,0	11,3	13,6	19,9
enseignement, assistance sociale	7,9	7,8	7,4	5,2	5,6	12,2
"autres professions"	20,5	23,9	6,6	10,2	17,9	49,0
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	9,4	9,1	5,8	5,3	8,5	12,5

1.3 MARCHE DU TRAVAIL

Chômeurs complets

1983 Le nombre de chômeurs complets est en augmentation dans le canton de Genève (en décembre : 2 130 chômeurs) comme dans l'ensemble de la Suisse (30 380 chômeurs). La progression en une année est de 47,2% à Genève et de 28,8% en Suisse de décembre 1982 à décembre 1983 et de 74,2% à Genève et de 98,9% en Suisse selon la moyenne mensuelle des deux années respectives.
Pour 100 chômeurs en Suisse il y en a 7 à Genève au mois de décembre 1983, alors qu'on en comptait 6 en décembre 1982. Ce rapport peut être comparé au rapport de la population active Genève/Suisse : sur 100 personnes actives en Suisse il y en a environ 6 dans le canton de Genève.
Le taux de chômage (nombre de chômeurs complets par rapport à la population active de 1980) est de 1,2 en décembre 1983 à Genève et de 1,0 pour la Suisse. En décembre 1982, les taux étaient de 0,8% pour Genève et l'ensemble de la Suisse.

1984 On peut s'attendre à une progression du chômage, tant à Genève qu'en Suisse.

Taux de chômage par profession[1)]

1983 En décembre le nombre de chômeurs dans les professions liées à la production est de 10 pour 1 000 actifs, alors qu'il était de 9 l'année précédente. Le taux le plus élevé dans les professions typiques du secteur secondaire se trouve dans les professions de la métallurgie, des machines et de l'horlogerie : 12 chômeurs pour 1 000 travailleurs, comme l'année précédente. En ce qui concerne les professions de bureau, qui occupent environ 1/3 des travailleurs, le taux de chômage est passé de 8,3°/oo à 11,4 °/oo en une année. Un taux de chômage assez élevé touche les professions scientifiques et artistiques : 19,9°/oo contre 13,6°/oo en 1982. La proportion de chômeurs très élevée dans la catégorie "autres professions" (49,0°/oo) est probablement due à la gestion administrative des chômeurs, bien qu'il puisse paraître étrange que plus de 400 chômeurs ne puissent être répartis selon une profession plus précise.

1984 La progression du taux de chômage continuera dans tous les groupes de professions, s'accentuant encore dans les professions où la progression a été forte et probablement dans le secteur métallurgie et machines.

---

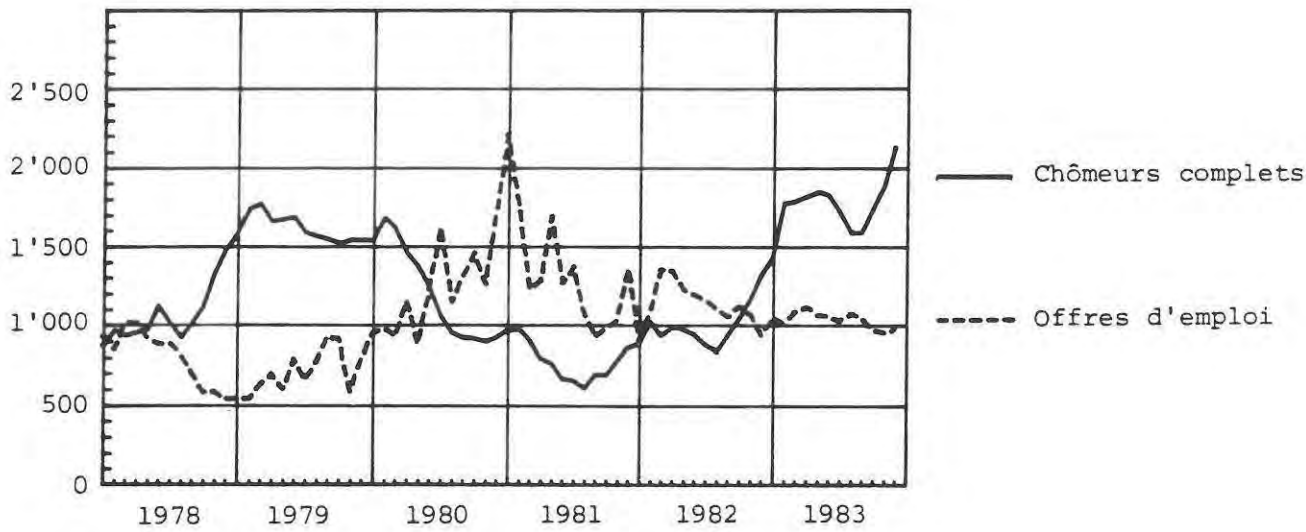
1) Par rapport à la population active de 1970, les résultats du recensement de 1980 n'étant pas encore disponibles par profession.

Voir suite du chapitre 1.3 Marché du travail pages suivantes (10 et 11)

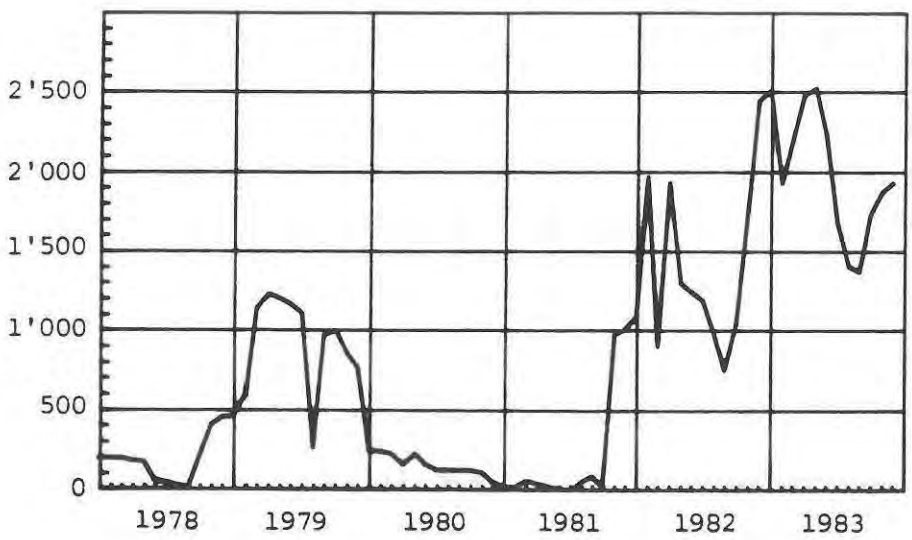
Chômeurs partiels, offres et demandes d'emploi

	Chômeurs partiels		Demandes d'emploi (chômeurs complets)	Offres d'emploi
	Décembre	Moyenne mensuelle	Moyenne mensuelle	
1978	197	205	1 127	785
1979	465	883	1 624	747
1980	248	144	1 179	1 338
1981	1 096	287	785	1 253
1982	2 519	1 576	1 051	1 154
1983	1 714	1 972	1 831	1 031

Marché du travail



Chômeurs partiels



Chômeurs partiels , offres et demandes d'emploi

1983 Le chômage partiel est en forte augmentation depuis deux ans : 1 972 chômeurs partiels en moyenne en 1983, 1 576 en 1982, contre 287 en 1981. Par contre, si l'on prend les chiffres de décembre, on constate une diminution de 805 personnes soit - 32% en une année. Au niveau suisse on constate également une diminution au mois de novembre[1] : 39 420 chômeurs partiels, contre 65 565 en 1982, soit une diminution de 39,9%. Dans le canton de Genève le nombre d'entreprises touchées en décembre 1983 est de 34 contre 41 l'année précédente (- 17,1%). La plupart des entreprises touchées se trouvent dans l'industrie des métaux et machines (16 entreprises, concernant 1 297 chômeurs partiels).

Sur 100 chômeurs partiels en Suisse on en compte 5 à Genève en novembre[1] 1983. Ce rapport a évolué en défaveur de Genève puisqu'en novembre 1982 on comptait 4 chômeurs seulement à Genève.

On remarque en regardant les courbes du marché du travail que l'offre d'emploi continue à être inférieure à la demande depuis 1982. Les offres ont légèrement diminué mais restent relativement stables alors que le nombre de chômeurs complets augmente fortement. La diminution du chômage partiel provient peut-être de sa transformation en chômage complet.

1984 Il est difficile de se prononcer en ce qui concerne le chômage partiel proprement dit, mais on peut craindre une aggravation de la situation sur le marché du travail en général.

---

1) Chiffres de décembre non disponibles

2. PRODUCTION

2.1 AGRICULTURE

Surface et production des vignes

	Surfaces 1) (ha)				Production 1) (hectolitres)			
	Vignes européennes		Hybrides P.D. 2)	Total	Vignes européennes		Hybrides P.D. 2)	Total
	Crus rouges	Crus blancs			Crus rouges	Crus blancs		
1978	365,0	683,0	34,0	1 082,0	35 840	39 534	2 806	78 180
1979	377,0	685,0	21,0	1 083,0	42 707	72 074	1 941	116 722
1980	379,5	688,5	18,0	1 086,0	31 842	58 642	1 580	92 064
1981	393,0	723,5	15,5	1 132,0	40 737	58 244	1 436	100 417
1982	486,0	793,0	12,0	1 291,0	74 643	164 393	1 435	240 471
1983	486,0	793,0	12,0	1 291,0	51 442	94 121	439	146 002

Valeur de la vendange

	Valeur du moût 1) (1 000 F.)			
	Vignes européennes		Hybrides P.D. 2)	Total
	Crus rouges	Crus blancs		
1978	11 468	10 999	364	22 831
1979	13 666	20 686	252	34 604
1980	11 884	19 376	206	31 466
1981	14 767	19 511	258	34 536
1982	26 973	58 359	401	85 733
1983	19 548	33 413	123	53 084

Surfaces de céréales panifiables et livraisons de céréales panifiables à la Confédération

	Surfaces (ares)			Livraisons (quintaux)			Valeur de la livraison (1 000 F.)
	Froment	Seigle	Total	Froment	Seigle	Total	
1978	438 400	14 800	453 200	193 811	5 640	199 451	18 588
1979	446 442	12 593	459 035	193 832	5 538	199 370	19 520
1980	451 801	12 590	464 391	197 172	5 450	202 622	19 605
1981	420 624	9 589	430 213	181 726	3 836	185 562	18 509
1982	421 099	7 765	428 864	176 361	2 930	179 291	18 586

Surface et récolte de colza

	Producteurs	Surface	Récolte	
	Nombre	ha	quintaux	1 000 F.
1978	238	1 061	25 443	5 014
1979	238	1 100	27 818	5 507
1980	263	1 100	33 066	6 545
1981	270	1 100	24 497	4 816
1982	260	1 100	33 486	6 630
1983	238	1 150	27 600 3)	5 650 3)

1) De 1978 à 1981, les surfaces indiquées ne comprennent pas les terres cultivées en France (environ 100 ha); en revanche, la production en volume et valeur se rapporte à la totalité du vignoble exploité.

2) Producteurs directs.

3) Chiffres provisoires.

2.1 AGRICULTURE (rapport rédigé par le service de l'agriculture)

Les conditions météorologiques de l'année 1983 ont été extrêmes. Au printemps le temps pluvieux jusqu'à la fin du mois de mai a provoqué des semis de céréales de printemps (maïs, orge et avoine) et une récolte de foin tardifs. L'été s'est montré très sec si bien que les récoltes de céréales d'automne (blé, seigle, orge) n'ont pas connu les meilleures conditions de développement et de maturation. Les conditions météorologiques ont cependant été très favorables à la viticulture. La qualité et la quantité du raisin ont été très supérieures à la moyenne.

Viticulture

Les vendanges qui ont pu se faire sous un ciel particulièrement clément ont commencé le 19 septembre pour se terminer le 21 octobre 1983. Le développement des raisins s'est déroulé dans de bonnes conditions pour une vendange de qualité. Le temps très favorable de septembre et octobre a permis au raisin de profiter au maximum du soleil et des températures élevées pour la saison. Quelques foyers de pourriture grise ont été détectés et ont eu une influence négative sur les rendements de Pinot noir et de Gamay notamment. La grêle a sévi a plusieurs reprises dans le canton. De graves dégâts (50-100 %) ont été constatés le 19 août sur le coteau de la Feuillée (Soral, Laconnex, etc...).

Le volume de la vendange de 1983 représente, après la vendange record de 1982, la deuxième récolte de tous les temps. Il est de 14'600'227 litres (24 millions de litres en 1982) représentant une valeur totale de frs. 53'000'000.--. La qualité de la vendange est très bonne. Les premières dégustations promettent des vins d'excellente qualité.

Vu les bonnes conditions météorologiques de 1983 la vigne n'a pas trop souffert. Pourtant, dû à la répétition de vendanges records en 1982 et 1983, on peut s'attendre à une récolte 1984 moindre.

Céréales panifiables

Le froment ou le seigle ont souffert du manque de pluie en juin et en juillet de telle sorte que les grains ne se sont pas développés normalement et sont restés petits à moyens. Les rendements furent donc bas mais aucun blé ou seigle germés n'ont été observés. Les chiffres de la récolte de 1983 ne sont pas encore connus.

Colza

La culture du colza a subi les effets des conditions climatiques pluvieuses au mois d'avril et de mai. La floraison ne s'est pas déroulée dans les meilleures conditions (pluie et froid). Le contingent alloué au canton de Genève, qui est de 1'150 ha (dont 150 sur territoire étranger), a été réparti entre 238 producteurs. Les rendements bas de 1983 sont équivalents à ceux enregistrés en 1981.

Cultures fruitières

Les mauvaises conditions climatiques du printemps intervenant au début du cycle ont perturbé la floraison de toute les espèces fruitières. Le développement des fruits a été retardé. La grêle a occasionné des dégâts aux cultures à trois reprises dans des sites différents du canton.

Les surfaces de production de la culture intensive n'ont pas varié : 150 hectares. La récolte 1983 est estimée à 50-60 % de la récolte 1982 qui fut une année record (3'566 tonnes). L'écoulement de la production de 1983 ne pose pas de problèmes.

Cultures maraîchères (Union maraîchère de Genève)

Les conditions météorologiques extrêmes de 1983 ont été un obstacle à une évolution normale de la production maraîchère ainsi qu'à sa commercialisation. L'année maraîchère est qualifiée de moyenne à faible par l'Union maraîchère qui signale, d'autre part, une stagnation des résultats financiers depuis 4 ans.

2.2 INDUSTRIE

Indicateur synthétique de la marche des affaires

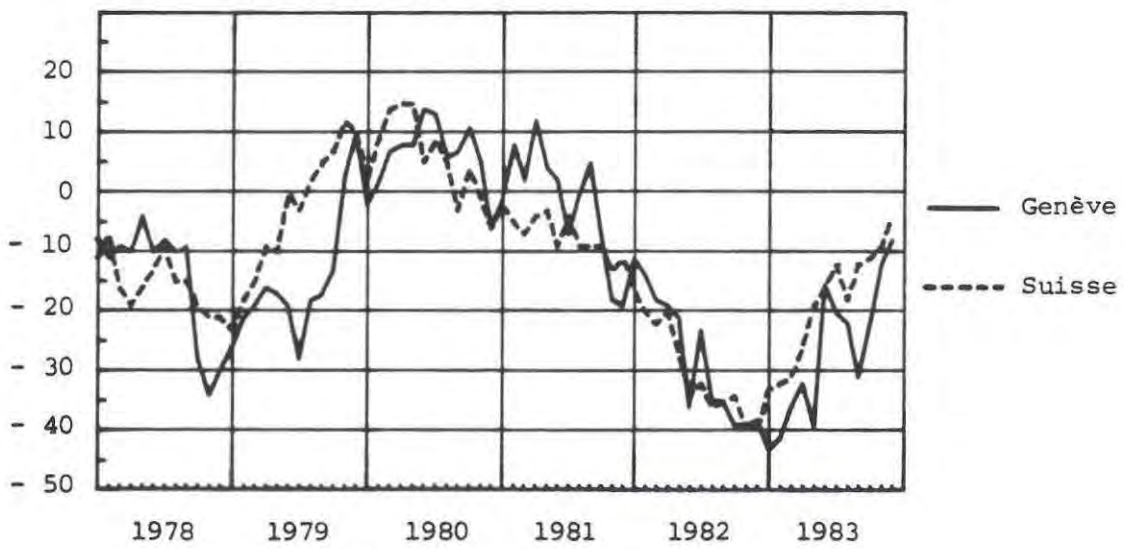
Référence :
situation satisfaisante : 0
très mauvaise - 100
très bonne + 100

Moyennes trimestrielles de résultats mensuels

	Ensemble de l'industrie	Alimentation, boissons, tabacs	Arts graphiques 1)	Chimie	Métallurgie 1)	Machines et appareils	Horlogerie-bijouterie
1er trimestre 1978	- 10	- 1	+ 4	- 28	+ 6	- 13	+ 25
2me	- 7	+ 2	- 17	+ 8	- 25	- 7	+ 34
3me	- 16	+ 4	- 22	- 1	- 36	- 21	- 8
4me	- 30	+ 4	- 40	+ 4	- 77	- 36	- 6
1er trimestre 1979	- 19	+ 22	- 38	+ 45	- 63	- 24	- 13
2me	- 21	- 13	- 27	+ 25	- 43	- 37	- 7
3me	- 16	- 15	- 10	- 2	- 26	- 30	- 5
4me	+ 4	0	+ 5	+ 24	+ 34	- 14	- 4
1er trimestre 1980	+ 5	+ 7	- 5	+ 32	+ 11	+ 3	- 14
2me	+ 12	+ 10	- 5	+ 23	+ 27	+ 15	- 12
3me	+ 8	+ 7	+ 7	- 25	+ 38	+ 8	- 7
4me	- 1	+ 7	- 6	- 19	- 1	- 1	- 3
1er trimestre 1981	+ 7	- 6	+ 2	+ 19	+ 20	- 1	+ 18
2me	0	+ 6	+ 5	+ 23	- 10	- 12	+ 10
3me	0	+ 8	- 4	+ 31	+ 1	- 18	+ 1
4me	- 16	+ 14	- 10	+ 18	- 33	- 38	- 14
1er trimestre 1982	- 17	+ 10	- 18	- 6	- 30	- 23	- 26
2me	- 26	+ 17	- 35	- 24	- 55	- 34	- 27
3me	- 36	- 4	- 26	- 40	- 43	- 57	- 29
4me	- 40	- 1	- 28	- 16	- 67	- 62	- 29
1er trimestre 1983	- 36	+ 7	- 14	- 4	- 60	- 58	- 28
2me	- 25	+ 7	- 18	+ 6	- 25	- 52	- 9
3me	- 25	+ 16	- 9	+ 29	- 37	- 56	- 23
4me 2)	- 10	+ 17	+ 9	+ 34	+ 11	- 44	- 26

1) Représentativité incertaine. 2) Moyenne des mois d'octobre et de novembre.

Indicateur synthétique de la marche des affaires



2.2 INDUSTRIE

Les données utilisées pour l'analyse de la situation dans l'industrie sont tirées du test conjoncturel pour l'industrie genevoise. Cette enquête n'est pas une statistique au sens strict, elle reflète les appréciations d'un échantillon d'entreprises qui répondent régulièrement à des questions sur la marche de leurs affaires. Les indications du test sont complétées par l'examen de la consommation d'électricité des entreprises industrielles au sens de la loi sur le travail, occupant au moins 20 ouvriers et consommant 60'000 kWh et plus par an. Cette série est utilisée comme un indicateur à court terme de la production.

1983 Evolution de l'ensemble de l'industrie : indicateur synthétique

Selon les résultats du test, la situation de l'industrie genevoise a cessé de se dégrader en 1983. Cette évolution est parallèle à celle constatée dans l'ensemble du pays quoique la reprise se soit manifestée plus tardivement à Genève.

En effet, d'après l'évolution de l'indicateur de la marche des affaires, l'inversion de la tendance était déjà perceptible au dernier trimestre de 1982 pour la Suisse alors qu'il a fallu attendre le premier trimestre de 1983 pour l'observer dans le canton. Depuis, cet indicateur s'améliore, mais reste dans une zone négative, ce qui signifie que la conjoncture industrielle n'est pas encore revenue à une situation totalement satisfaisante telle qu'on a pu l'observer au cours de l'année 1980 et au début de 1981.

Les résultats disponibles permettent de mettre en évidence le fait que l'industrie genevoise est fortement influencée par la conjoncture internationale.

Les entreprises peuvent être classées grossièrement en trois catégories :

Les entreprises peu exportatrices (moins d'un tiers de l'activité destiné aux marchés étrangers);
moyennement exportatrices (entre un et deux tiers de l'activité destinés aux marchés étrangers);
fortement exportatrices (plus des deux tiers de l'activité destinés aux marchés étrangers).

Les entreprises principalement tournées vers le marché intérieur ont vu un recul de leur marche des affaires moins marqué que les autres catégories. La reprise est sensible depuis le premier trimestre de cette année et les derniers résultats disponibles font état d'une situation presque satisfaisante.

Les entreprises moyennement exportatrices ressentent les effets de la récession depuis la fin de 1980. La marche des affaires est restée hésitante pour se détériorer sensiblement au milieu de 1982. Depuis, la situation reste insatisfaisante et la reprise n'est pas encore perceptible à fin 1983.

Les entreprises fortement exportatrices sont celles qui ont subi le plus fortement le recul d'activité. L'indicateur de la marche des affaires est négatif depuis le milieu de 1981 et le mouvement s'est amplifié jusqu'à l'automne 1982 où le creux de la vague est atteint à un niveau très bas. Depuis, la reprise est sensible et à fin 1983, la situation se rapproche d'un niveau satisfaisant.

Ensemble de l'industrie : autres indicateurs

Bien que les entrées de commandes se soient sensiblement améliorées en fin d'année, l'évolution des carnets de commande est irrégulière. Ils sont considérés comme insuffisants par une forte majorité des répondants à l'enquête. Comme cette situation se traduit par une production en baisse, le degré d'utilisation de la capacité technique qui mesure la production effective par rapport à la production potentielle, compte tenu des forces de travail disponibles, a baissé de 4 points en un an passant de 81% à 77%.

Selon les derniers résultats, l'amélioration de la conjoncture internationale commence à produire ses effets à Genève. Les commandes de l'étranger marquent une amélioration plus sensible que celles provenant du marché intérieur.

Principales branches de l'industrie

La situation de la branche alimentation, boissons, tabacs est bonne, cette année comme les précédentes. L'indicateur de la marche des affaires se situe dans une zone positive (+ 11 en moyenne pour les onze premiers mois contre + 8 pour la même période de 1982). La production est signalée en hausse, ce que confirme l'examen de la consommation d'électricité des entreprises de la branche qui s'est accrue de 15% en un an (mesurée de janvier à octobre). Le degré d'utilisation de la capacité technique est élevé sur toute la période (90% en moyenne).

La situation des arts graphiques est difficile à estimer, le nombre d'entreprises répondant à l'enquête étant relativement restreint. D'après les données disponibles, la marche des affaires a cessé de se dégrader vers le milieu de 1982 et s'améliore progressivement en 1983. En fin de période, l'indicateur de la marche des affaires a retrouvé un niveau satisfaisant. Cependant, en moyenne, sur l'année, la consommation d'électricité des entreprises de la branche a baissé d'environ 5% ce qui traduit un recul de la production.

La marche des affaires de la chimie s'est nettement améliorée en 1983 par rapport à l'an passé. L'indicateur se situe en moyenne à +16 pour les onze premiers mois de l'année contre - 23 en 1982. Cette évolution favorable est particulièrement sensible au second semestre. Les entrées de commandes sont supérieures à celles de l'an dernier et les commandes de l'étranger sont à un niveau satisfaisant. La production est régulièrement signalée en hausse, ce que confirme l'examen de la consommation d'électricité de la branche, en augmentation de 12% en un an.

Dans la métallurgie le nombre de participants à l'enquête est restreint ce qui pose des problèmes d'interprétation des résultats. Selon les répondants, on peut toutefois observer un retournement de la tendance. La marche des affaires, nettement insatisfaisante l'an dernier et au cours des neufs premiers mois de l'année, s'est sensiblement améliorée depuis l'automne et, en fin de période, l'indicateur se trouve dans une zone satisfaisante. Les entreprises constatent, en particulier, une amélioration de la demande globale et de la demande étrangère. La production ne paraît pas encore s'être totalement adaptée à cette évolution et les derniers chiffres disponibles concernant la consommation d'électricité de la branche restent inférieurs à ceux de 1982. En moyenne, sur les 10 premiers mois de l'année, la baisse de cet indicateur est de 11%.

La branche des machines et appareils est celle qui a subi le plus durement le recul conjoncturel de ces deux dernières années. En moyenne, l'indicateur de la marche des affaires se situe à - 53, contre - 42 en 1982. Ces niveaux sont extrêmement bas. A titre de comparaison, au cours de la récession de 1975, la moyenne, sur l'année, de l'indicateur suisse était de - 40 (l'enquête n'existait pas encore à Genève).

Contrairement aux autres branches, on constate fort peu de signes d'amélioration. Pratiquement toutes les entreprises s'estiment insatisfaites de la demande. La capacité technique n'est utilisée qu'aux deux tiers : c'est le chiffre le plus bas depuis que l'enquête est réalisée dans le canton. L'indicateur de production recule encore par rapport à l'an passé. Par ailleurs, la consommation d'électricité de la branche est en baisse de 3%. Les emplois ont reculé et plus de la moitié des entreprises interrogées estiment que leur effectif est trop élevé.

L'indicateur de la marche des affaires de l'horlogerie-bijouterie continue d'évoluer dans une zone négative (- 21 en moyenne contre - 28 l'an dernier). La demande varie de façon irrégulière. Une majorité d'entreprises jugent leurs carnets de commande insuffisamment garnis. La production est signalée en baisse, mais la consommation d'électricité de la branche ne régresse pas sensiblement (- 0,4% sur les dix premiers mois de l'année).

1984 Depuis le mois d'août de cette année, le test conjoncturel comporte une question sur les perspectives à plus long terme que précédemment. Les derniers résultats disponibles permettent donc de faire état des prévisions des chefs d'entreprises au-delà du premier trimestre 1984.

Alimentation, boissons, tabacs : la bonne santé de la branche devrait se confirmer.
Arts graphiques : peu de changements prévus par rapport à la situation actuelle.
Chimie : la plupart des entreprises s'attendent à une nouvelle amélioration de la marche des affaires.
Métallurgie : l'évolution devrait suivre la tendance de la fin de 1983 (amélioration).
Machines et appareils : la mauvaise conjoncture pourrait se prolonger.
Horlogerie-bijouterie : la marche des affaires devrait s'améliorer sensiblement.

2.3 COMMERCE EXTERIEUR

Commerce extérieur du canton de Genève[1], en poids et en valeur

	Importations			Exportations			Balance commerciale	Taux de couverture
	En poids	En valeur	Prix moyen	En poids	En valeur	Prix moyen		
	Milliers de tonnes	Mio F[2]	F/Tonne	Milliers de tonnes	Mio F[2]	F/Tonne	Mio F[2]	%
1978	1 154	3 040	2 632	89	2 797	31 429	- 242	92
1979	1 209	3 317	2 745	97	2 954	30 517	- 363	89
1980	1 311	4 324	3 297	93	3 498	37 490	- 826	81
1981	1 280	4 930	3 852	97	4 399	45 492	- 531	89
1982	1 302	4 733	3 635	85	4 499	52 689	- 234	95
Janv-Sept								
1981	*	3 683	*	*	3 195	*	- 487	87
1982	931	3 470	3 726	63	3 230	51 042	- 240	93
1983	1 029	3 592	3 492	114	3 188	27 854	- 404	89

Commerce extérieur du canton de Genève[1], par région, pour les neufs premiers mois de 1983

Région de provenance ou de destination	Importations			Exportations		
	En poids	En valeur		En poids	En valeur	
	Milliers de tonnes	Mio F	Variations en %[3]	Milliers de tonnes	Mio F	Variations en %[3]
Europe	970	2 277	+ 3,1	102	1 583	+ 6,5
dont France	649	879	+ 1,2	21	430	+ 18,5
dont Italie	92	464	+ 18,8	15	212	+ 4,6
dont R.F.A.	37	242	- 17,6	51	254	+ 6,2
Afrique	5	44	- 34,8	2	88	+ 5,5
Asie	24	654	+ 12,5	5	904	- 11,1
Amérique	30	615	+ 0,7	5	594	- 3,7
dont Etats-Unis	14	410	+ 0,1	3	436	+ 3,7
Océanie	0	3	+ 9,3	0	20	- 11,7
TOTAL	1 029	3 592	+ 3,5	114	3 188	- 1,1

1) Le commerce extérieur du canton est défini par rapport à l'étranger. Les échanges entre cantons sont donc exclus.
2) Les différences dues aux chiffres arrondis ne sont pas rectifiées.
3) Par rapport aux neufs premiers mois de 1981.

2.3 COMMERCE EXTERIEUR

1983 Les dernières données disponibles portent sur les importations et les exportations en valeur (aux prix courants) et en poids pour les trois premiers trimestres de l'année.

Après la baisse de 1982, le commerce extérieur de la Suisse se redresse et retrouve le niveau atteint en 1981. Pour les neuf premiers mois de l'année, les importations, en valeur, ont augmenté de 5,7% et les exportations de 0,9%.

A Genève, les importations en valeur ont augmenté de 3,5%, mais elles restent au-dessous de celles de 1981, tandis que les exportations sont en recul de 1,1%. Les chiffres globaux des résultats du canton donnent cependant une image trompeuse en raison de l'importance de la rubrique "bijouterie, pierres gemmes" qui met en jeu des sommes considérables, alors qu'une partie importante de celle-ci, les pierres gemmes, est l'objet d'un commerce relativement indépendant de la marche économique générale du canton. Si l'on exclut l'ensemble de la rubrique (il n'est pas possible actuellement de différencier la bijouterie des pierres gemmes), on observe une croissance moins forte des importations (+ 2,0%) alors que les exportations sont en nette reprise (+ 6,2%)

Le secteur moteur des importations est celui des biens de consommation (+ 9,6%), en particulier les biens durables : articles ménagers et d'ameublement, appareils électro-ménagers et audio-visuels, voitures et cycles, bijoux, articles de sport et jouets (+ 11,5%). En revanche, les achats à l'étranger de biens d'équipement se sont fortement réduits (- 17,9%), ceux de produits énergétiques ont stagné (- 0,7%) tandis que ceux des matières premières et demi-produits ont augmenté de 2,2%.

Le recul des exportations, toujours en valeur, (- 1,3%) tient principalement à celui des biens de consommation (- 5,1%) alors que les ventes à l'étranger de biens d'équipement varient peu (+ 0,6%). Les exportations de matières premières et demi-produits augmentent de 2,5%. On constate une croissance très importante des exportations de produits énergétiques due probablement à des ventes à l'étranger de fuel lourd commercialisé par des entreprises du canton. En effet, la production de fuel lourd, liée à celle de l'essence, n'a plus de débouché en Suisse en raison de la cessation de l'exploitation régulière de la centrale thermique de Chavallon.

Une analyse des exportations selon la nature des marchandises montre l'évolution suivante pour le commerce des produits des principales industries du canton : machines : + 1,3%; métaux et ouvrages en métaux : + 7,0%; produits chimiques et connexes : 15,3%; horlogerie : + 10,4%.

1984 On ne dispose pas d'éléments permettant une prévision de l'évolution du commerce extérieur du canton.

A l'échelon national, les diverses perspectives disponibles font état d'une croissance réelle probable, dans une fourchette allant de 2,5% à 3,5% pour les importations et de 2,2% à 4,4% pour les exportations.

2.4 CONSTRUCTION

Coût prévu des bâtiments mis en chantier

Unité : Mio F

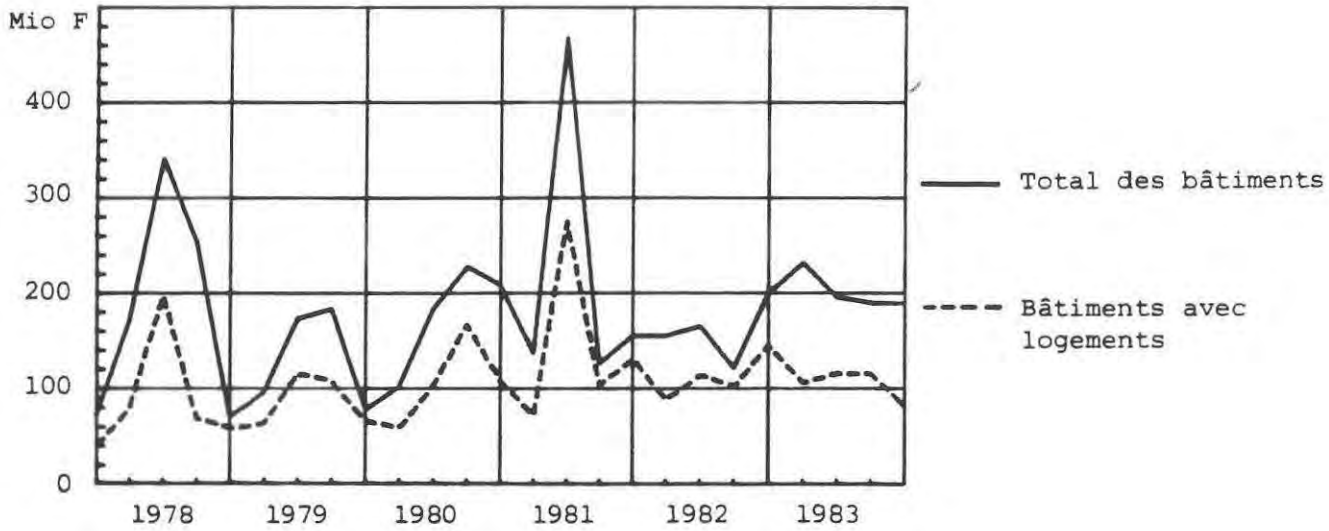
	Bâtiments avec logement		Bâtiments sans logement	Total
	Total	dont villas		
1978	400	101	432	832
1979	349	124	181	530
1980	433	165	287	720
1981	580	147	314	894
1982	445	163	193	638
1983	411	142	386	797

Construction de logements

Unité : Nombre

	Requêtes	Autorisés	Mis en chantier	Construits
1978	1 697	1 312	1 834	2 687
1979	2 075	2 066	1 827	2 288
1980	2 542	1 874	1 827	1 516
1981	1 661	2 751	2 266	1 711
1982	1 824	1 177	1 893	1 835
1983	2 101	2 064	1 478	1 782

Coût prévu des bâtiments mis en chantier



2.4 CONSTRUCTION

1983 Activité générale

Bien que ne connaissant pas encore les résultats de l'enquête annuelle sur les dépenses de construction (1983/1984) de l'Office fédéral des questions conjoncturelles (OFQC) qui seule permet d'apprécier valablement toute l'activité du secteur de la construction en 1983, on peut, pour estimation, se référer à l'enquête précédente, éclairée par la statistique du mouvement de la construction. L'enquête de l'OFQC prévoyait pour 1983 à Genève une augmentation en termes réels de l'ordre de 2% par rapport à l'année 1982 qui était restée pratiquement au niveau de 1981 (+ 0,2%).
En examinant la statistique des ouvertures de chantier, qui est un indicateur avancé quant à la réserve de travail à moyen terme, on s'aperçoit que 1983 a progressé de 24,9% par rapport à 1982. Cette hausse est due uniquement aux bâtiments sans logement.

Logements neufs

La mise sur le marché de logements neufs (villas et appartements) est passée de 1 835 unités en 1982 à 1 782 en 1983, soit une diminution de 2,9%. En revanche et contrairement aux résultats de l'an passé, on remarque une forte progression des autorisations accordées (+ 75,4%). De même, les requêtes déposées continuent d'augmenter en 1983 (+ 15,2%). Conséquence du faible nombre de logements autorisés en 1982, les ouvertures de chantier ont diminué en 1983 (- 21,9%).

1984 Activité générale

Compte tenu des autorisations délivrées et des mises en chantier en 1983 (bâtiments sans logement), l'activité du secteur de la construction en général devrait progresser en 1984. A ce titre les résultats de l'enquête de l'OFQC sont attendus avec intérêt.

Logements neufs

Au vu des requêtes déposées et des autorisations accordées en 1983, on doit s'attendre en 1984 à une augmentation sensible des ouvertures de chantier, et, dans une moindre mesure, à une légère progression des logements construits.

2.5 COMMERCE DE DETAIL

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations locales à caractère qualitatif.

1983 A l'échelon national, une augmentation réelle du chiffre d'affaires d'environ 1,5% devrait être confirmée. Ce résultat certes encourageant ne suffira cependant pas à compenser la baisse réelle de 2,5% enregistrée en 1982.

La tendance à la hausse du volume des ventes de détail a été particulièrement marquée durant le 3e trimestre, avec une croissance annuelle qui n'avait plus atteint de tels niveaux depuis longtemps. Si le secteur des denrées alimentaires, des boissons et du tabac accusait alors une progression particulièrement forte, d'autres groupes, par exemple les articles d'habillement et les produits textiles, qui avaient plus particulièrement souffert l'an dernier, présentaient également un accroissement. Ce sont les branches où l'investissement exigé de la part du consommateur est le plus élevé, telles l'automobile ou l'ameublement, qui paraissent souffrir le plus de la conjoncture peu favorable.

Il semble qu'à Genève l'évolution des ventes dans le commerce de détail suive la tendance nationale, tant sur le plan général que sectoriel. Le rôle international joué par notre cité et l'apport de la clientèle étrangère qui en découle permettent toutefois au commerce dit "de luxe" de moins souffrir de la récession mondiale que beaucoup d'autres régions du pays.

1984 Malgré les résultats encourageants attendus pour 1983, les prévisions pour 1984 ne sont pas euphoriques. En tenant compte du fait que, notamment en raison d'une augmentation des charges sociales, aucune progression sensible du revenu disponible réel pour les biens de consommation n'est envisagée, on prévoit généralement une stagnation des chiffres d'affaires en valeur réelle.

Les éléments importants qui agissent normalement en véritables stimulateurs de l'activité du commerce de détail, à savoir l'augmentation du pouvoir d'achat et la croissance démographique, jouant un rôle de moins en moins grand, la concurrence devient toujours plus vive entre les diverses entreprises. On peut donc s'attendre à ce que, d'une manière générale, les investissements de rationalisation et de transformation de magasins soient plus fréquents que ceux voués à l'expansion.

2.6 BANQUES

Aucune donnée statistique d'intérêt conjoncturel n'étant disponible pour Genève, l'analyse est basée sur des chiffres nationaux et des informations qualitatives.

1983 Tant sur le plan national que local, il semble que les banques aient à nouveau connu en 1983 une année réjouissante du point de vue du volume des affaires.

L'accroissement des prêts octroyés durant les 9 premiers mois de l'année, bien que reflétant une légère progression, reste cependant inférieur aux chiffres de l'an dernier. Par contre, et contrairement à 1982, l'essentiel de cet accroissement provient de débiteurs suisses, en particulier des opérations liées aux hypothèques.

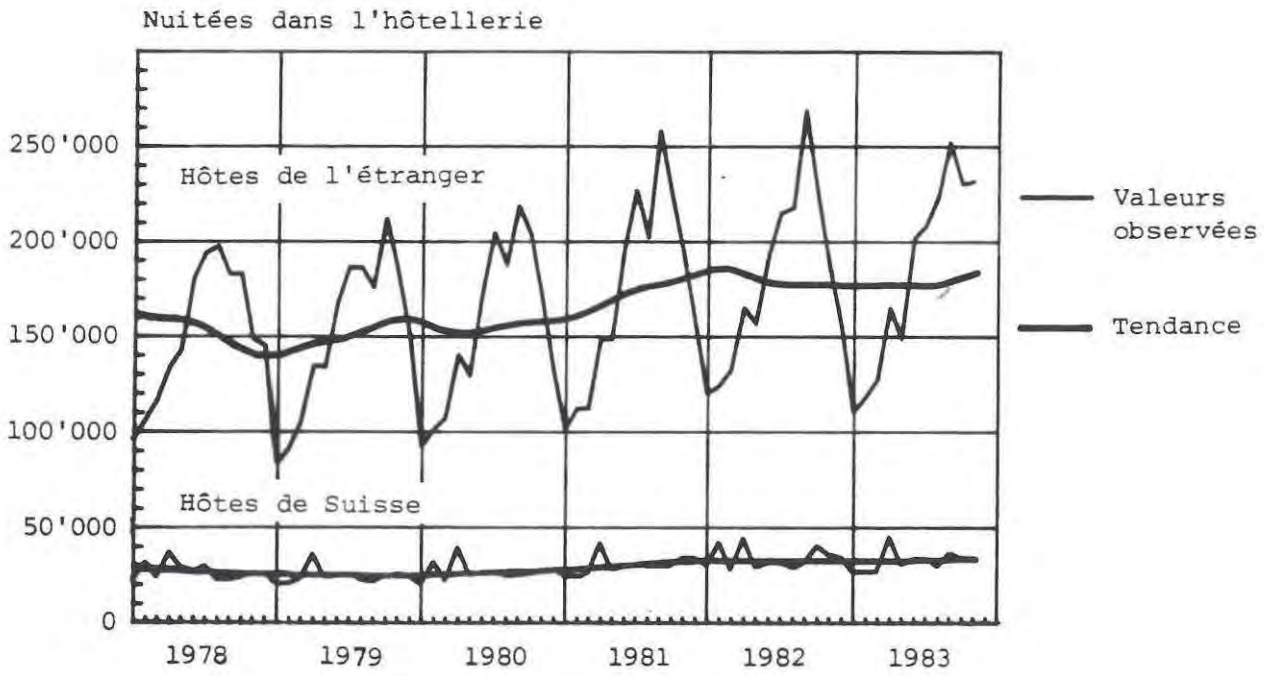
Les crédits à l'étranger ont pour leur part très peu augmenté, voire même diminué si l'on tient compte de l'évolution du dollar.

En raison de la reprise conjoncturelle et de la stabilité des taux, les banques suisses ont enregistré de nouveaux records dans le secteur des émissions.

1984 Une prévision fiable reste très difficile et il est impossible, à ce stade, de prévoir un changement fondamental de la situation d'un côté ou d'un autre.

2.7 HOTELLERIE

	Nuitées						Lits disponibles	Taux d'occupation
	Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger	Total	Gain par rapport à la période précédente				
				Hôtes de Suisse	Hôtes de l'étranger	Total		
	Milliers			%			Nombre	%
1978	327,2	1 819,2	2 146,4	- 0,1	- 6,3	- 5,4	13 985	42,0
1979	300,3	1 825,5	2 125,8	- 8,2	+ 0,3	- 1,0	13 785	42,2
1980	333,6	1 875,3	2 208,9	+ 11,1	+ 2,7	+ 3,9	13 897	43,4
1981	375,8	2 105,1	2 480,9	+ 12,7	+ 12,3	+ 12,3	13 802	49,2
1982	411,6	2 155,1	2 566,7	+ 9,5	+ 2,4	+ 3,5	13 612	51,7
Janv. -oct.								
1981	310,8	1 830,6	2 141,4	+ 10,8	+ 11,5	+ 11,4	13 865	50,8
1982	350,3	1 889,4	2 239,7	+ 12,7	+ 3,2	+ 4,6	13 607	54,1
1983	335,5	1 911,7	2 247,2	- 4,2	+ 1,2	+ 0,3	13 388	55,2



2.7 HOTELLERIE

1983 Après trois années de croissance, l'évolution du tourisme au cours des mois de janvier à octobre a été caractérisée par une tendance à la baisse, provisoirement interrompue en octobre par une reprise exceptionnelle de la demande étrangère, liée à la présence de "Telecom 83". De ce fait, l'hôtellerie genevoise a enregistré pour l'ensemble de la période une stabilité du nombre de nuitées par rapport à la même période de 1982 (+ 0,3%).

La stagnation de l'activité hôtelière résulte d'évolutions fortement contrastées selon la provenance des hôtes : ainsi, le recul persistant de l'apport européen (- 2,6%), amorcé dès l'été 1982, et la brusque détérioration du tourisme intérieur (- 4,2%) ont pu être compensés par la demande plus soutenue de la clientèle des Etats-Unis (+ 14,7%) et des pays asiatiques (+ 3,6%). Il convient de relever en particulier l'incidence des restrictions de change sur la fréquentation des Français (- 12,6% contre - 1,4% en 1982) qui, pour la première fois, perdent le 1er rang qu'ils occupaient parmi la clientèle européenne au profit des Britanniques (+ 9,3%).

En raison d'une réduction de l'offre d'environ 200 lits, le taux moyen d'occupation est passé en un an de 54,1% à 55,2%.

1984 A court terme, la parité favorable du dollar et la levée des contrôles de change en France devraient contribuer à assurer à l'hôtellerie genevoise un niveau d'activité satisfaisant. Une reprise durable du tourisme n'est toutefois envisageable que si la relance de l'économie mondiale se confirme.

2.8 SECTEUR INTERNATIONAL

Emplois dans le secteur international

	Organisations gouvernementales[1]			Missions permanentes	Organisations non gouvernementales[2]
	Fonctionnaires	Autres personnes	Total		
Avril 1978	11 296	2 971	14 267	2 339	2 158
Avril 1979	11 307	2 928	14 235	2 226	2 408
Avril 1980	11 271	3 504	14 775	2 377	2 359
Avril 1981	11 461	3 582	15 043	2 476	2 525
Avril 1982	11 844	3 145	14 989	2 529	2 546[3]
Avril 1983	11 800	2 964	14 764	2 734	2 544

Dépenses des organisations internationales gouvernementales (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1977	895 117	289 255	1 184 372	198 048	54 327	252 375	1 436 747
1978	915 241	277 606	1 192 847	164 307	70 095	234 402	1 427 249
1979	943 520	301 165	1 244 685	152 316	47 565	199 881	1 444 566
1980	964 681	324 433	1 289 114	154 777	29 880	184 657	1 473 771
1981	1 049 729	353 435	1 403 164	141 445	43 547	184 992	1 588 156
1982	1 100 387	370 099	1 470 486	126 407	63 912	190 319	1 660 805

Dépenses des organisations internationales non gouvernementales[2] (milliers de F.)

	Dépenses courantes			Dépenses d'investissements			
	Coût salarial total	Autres biens et services	Total	Biens d'équipement	Dépenses de construction	Total	Total
1977	122 417	46 713	169 130	3 230	10 156	13 386	182 516
1978	137 488	41 393	178 881	4 177	3 673	7 850	186 731
1979	133 772	43 660	177 432	4 251	2 297	6 548	183 980
1980	141 365	70 438	211 803	4 648	5 514	10 162	221 965
1981	151 180	77 377	228 557	5 575	5 902	11 477	240 034
1982	164 823	80 938	245 761	6 070	4 488	10 558	256 319

Réunions internationales

	Organisations gouvernementales						Organisations non gouvernementales[2]		
	Total			dont organisations du système des Nations Unies					
	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts	Réunions	Séances	Délégués et experts
1977	1 026	13 775	51 921	896	13 486	47 703	406	886	6 585
1978	974	13 671	50 277	901	13 302	48 939	470	1 339	7 705
1979	1 054	13 387	56 873	968	12 998	54 659	457	1 436	8 656
1980	1 126	13 469	54 526	1 006	13 076	52 215	507	1 572	9 229
1981	1 142	12 464	55 735	1 006	12 055	52 546	524	1 750	9 297
1982	1 217	12 058	59 415	1 116	11 721	53 282	510	1 885	9 917

1) Les 14 organisations gouvernementales : ONU, BIT, OMS, UIT, OMM, OMPI, BIE et GATT (Organisations du système des Nations Unies); CERN, AELE, CIM, UI (Union interparlementaire), OIPC et APEF (Association des pays expertateurs de minerai de fer).

2) Les 9 plus grandes organisations non gouvernementales en 1978 et les 10 dès 1979 (pour les dépenses seuls les chiffres de 1977 portent sur 9 organisations) : CICR, LSCR, COE, FLM (Fédération luthérienne mondiale), Fondation de l'Ecole internationale de Genève, IATA, Institut Battelle, ISO, UER et CEI (organisation non recensée en 1978).

3) Pour l'ensemble des 87 organisations dénombrées en septembre 1982 les emplois s'élèvent à 3 152.

2.8 SECTEUR INTERNATIONAL

1983 Emplois

D'une année à l'autre, le nombre d'emplois recensés dans le secteur international reste globalement stable. D'avril 1982 à avril 1983, les effectifs des 14 organisations gouvernementales établies à Genève diminuent légèrement de 1,5%. Cette baisse résulte d'un recul de l'emploi de 5,5% dans 3 organisations, qui n'est que partiellement compensé par une progression de 1,1% des personnes occupées dans les 11 autres. Depuis 1981, année où les effectifs maxima furent dénombrés, la baisse de l'emploi se chiffre à 1,9%. Au cours de la dernière année, le nombre de fonctionnaires internationaux fléchit très modérément (- 0,4%) au contraire des emplois temporaires (- 5,8%). Le nombre de fonctionnaires d'origine suisse diminue de 3,8% et leur part s'établit à 14,6%.

Continue depuis 1979, la hausse des emplois offerts par les missions permanentes s'accélère entre avril 1982 et avril 1983 (+ 8,1%) et ce mouvement se poursuit au cours des derniers mois (+ 4,9% d'avril à novembre 1983). Au total, les effectifs des 10 principales organisations non gouvernementales, qui regroupent les 4/5 des personnes occupées par ce type d'organismes, restent inchangés. Cette stabilité recouvre toutefois une baisse de l'emploi de 13,1% dans 3 organisations et une hausse de 3,7% dans les 7 autres.

1982 Dépenses

Le montant global des dépenses effectuées pour les sièges ou offices des 14 organisations gouvernementales établies à Genève progresse de 4,6% en 1982 contre 7,8% en 1981, année où la hausse fut particulièrement forte. Les dépenses courantes augmentent de 4,8% et celles d'investissement de 2,9%. La variation nominale du coût salarial total (4,8%) correspond à celle des prix à la consommation à Genève (4,9%). Depuis 1977, année où les premières données furent recueillies, la part des investissements dans les dépenses totales diminue régulièrement, passant de 17,6% à 11,5%.

La hausse du montant global des dépenses des 14 organisations gouvernementales recouvre une progression moyennne de 5,8% des dépenses de 13 organisations et un recul de 4,5% de celles d'un office. Les dépenses revenant à la Suisse, qui atteignent près d'un milliard de francs, évoluent modérément en 1982 (+ 1,1%). Leur part dans les dépenses totales des organisations gouvernementales s'établit à 57,8% contre 59,7% en 1981. Cette part s'élève à 62,6% pour les dépenses courantes (61,8% pour les dépenses salariales et 64,8% pour celles en biens et services divers) et à 20,4% pour les dépenses d'investissement.

La croissance des dépenses des 10 principales organisations non gouvernementales fléchit en 1982 (6,8% contre 8,1% en 1981). Les dépenses progressent de 9,5% dans 8 organisations et diminuent de 3,4% dans les 2 autres. Le coût salarial augmente globalement de 7,5% alors que les investissements régressent et ne représentent plus que 4,1% du total des dépenses de ces organisations.

En 1982, pour l'ensemble des 24 organisations couvertes par la statistique, le montant global des dépenses n'évolue qu'au rythme de la hausse des prix (+ 4,9%) : en termes réels, la croissance est nulle.

Réunions internationales

En 1982, le nombre des réunions internationales continue d'augmenter (3,7% en un an) et les effectifs de délégués progressent fortement (6,6%). La plupart des réunions intergouvernementales sont accueillies par des organisations du système des Nations Unies, celles-ci rassemblant près de 90% des délégués (63,5% des délégués participent à des séances convoquées par l'ONU ou le BIT).

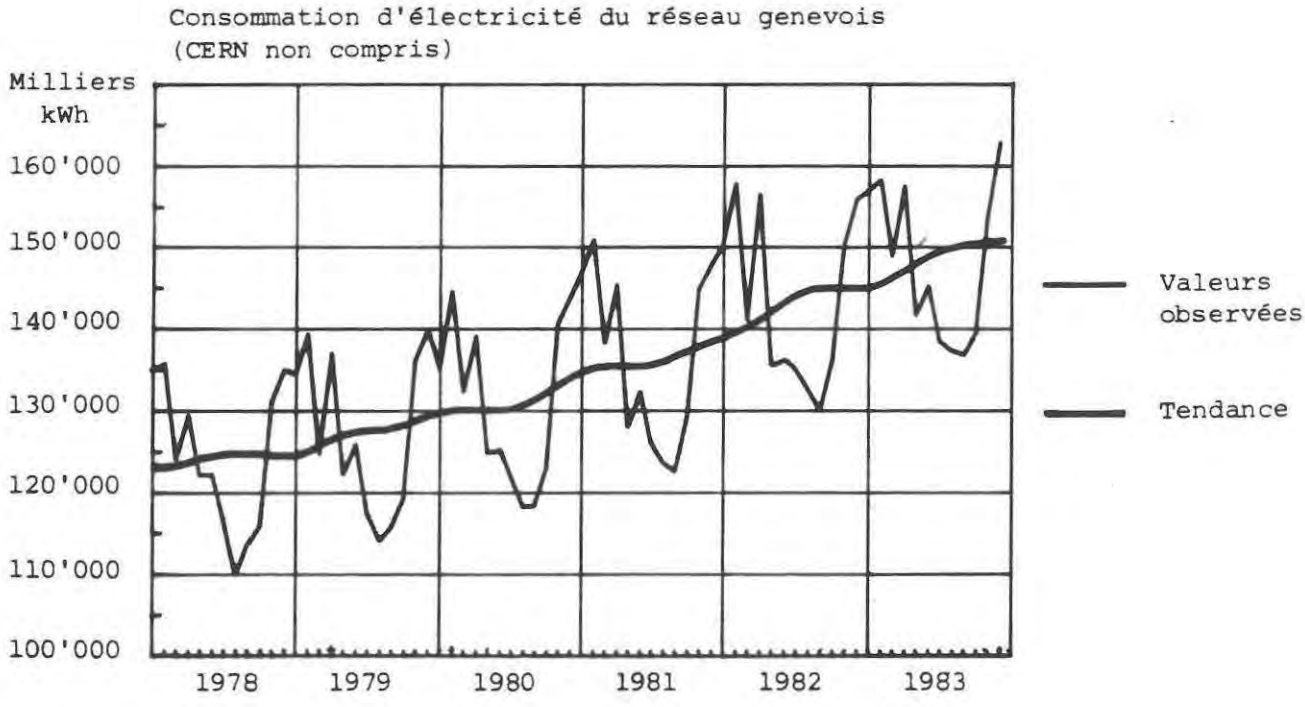
1982 - 1983 Les perspectives annoncées en avril par les organisations gouvernementales font état d'une stabilité du nombre de fonctionnaires et d'une légère augmentation des emplois temporaires. Pour les dépenses, une légère reprise est attendue, notamment grâce à une reprise des dépenses d'investissement (début de la construction du LEP). Une progression modérée du nombre de réunions internationales et des effectifs de délégués est également escomptée.

3. CONSOMMATION

3.1 ELECTRICITE

	Consommation du réseau genevois 1) (CERN non compris)	dont principales entreprises industrielles 2)	Variation par rapport à la période précédente	
			Réseau genevois	dont principales entreprises industrielles
	Milliers kWh		%	
1978	1 491 850	188 802	+ 2,6	+ 3,4
1979	1 528 808	190 519	+ 2,5	+ 0,9
1980	1 581 062	192 097	+ 3,4	+ 0,8
1981	1 641 574	195 013	+ 3,8	+ 1,5
1982	1 725 822	198 328	+ 5,1	+ 1,7
Janv.-nov.				
1981	1 490 927	177 380	+ 4,0	+ 0,2
1982	1 568 699	181 814	+ 5,2	+ 2,5
1983	1 621 653	186 963	+ 3,4	+ 2,8

1) Le territoire desservi par les Services industriels de Genève dépasse légèrement le canton.
2) Cette série porte sur les entreprises industrielles au sens de la loi sur le travail occupant plus de 20 ouvriers et consommant plus de 60 000 kWh par an.



3.1 ELECTRICITE

1983 Après la croissance particulièrement forte enregistrée en 1982 , la consommation d'électricité du réseau genevois, sans le CERN, a ralenti, retrouvant son rythme des années 1977-1981. Sa progression s'inscrit, en effet, à 3,4% pour les 11 premiers mois de 1983, contre 5,2% en 1982.

L'augmentation de la consommation de courant des principales entreprises industrielles en exploitation à Genève (+ 2,8%) a été comparable à celle de la période correspondante de l'année précédente. En observant l'évolution par branche, on constate notamment une nouvelle hausse importante (+ 12,8%) dans le groupe alimentation, boissons, tabacs, un accroissement encore plus marqué qu'en 1982 (+ 12,5%, contre + 5,6%) dans la chimie, un nouveau recul (- 14,1%) dans la métallurgie au sens étroit du terme, une légère baisse (- 3,9%) dans la branche des machines, appareils et véhicules et une stagnation dans l'horlogerie, bijouterie.

1984 Le budget 1984 des Services industriels de Genève a été établi sur la base d'une croissance de l'ordre de 5 % de la consommation d'électricité du réseau genevois.

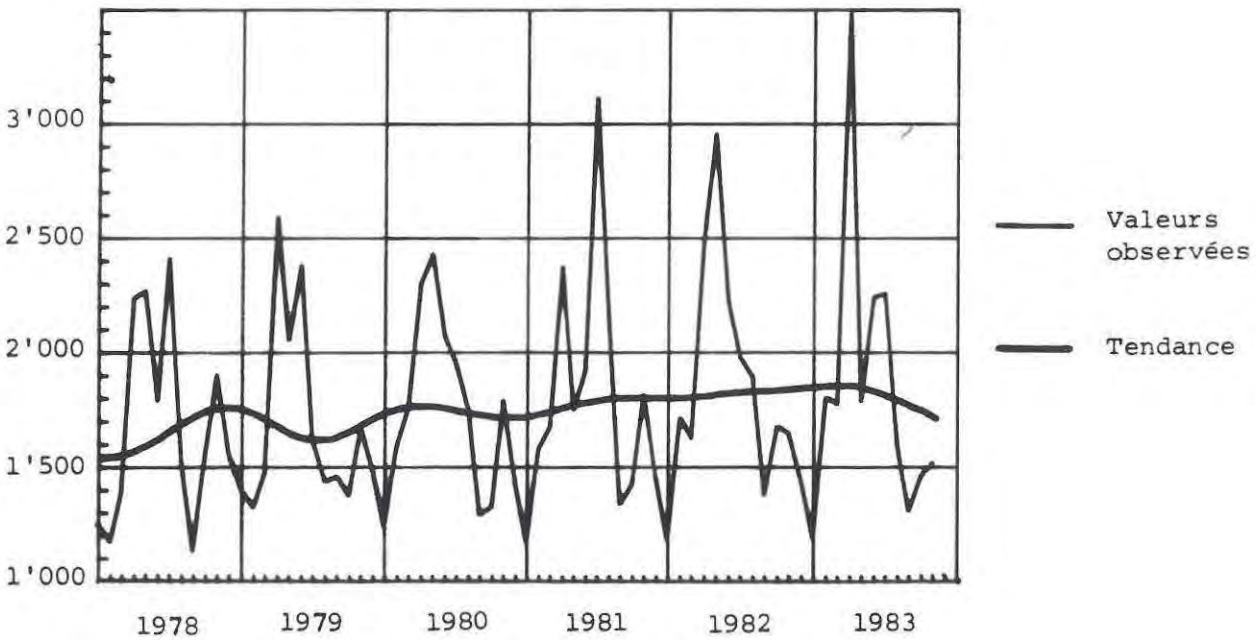
3.2 AUTOMOBILES

Voitures de tourisme neuves mises en circulation dans le canton de Genève

	Ensemble des pays fabricants	Variation par rapport à la période précédente
	Nombre	%
1978	20 358	+ 10,6
1979	20 135	- 1,1
1980	20 880	+ 3,7
1981	21 823	+ 4,5
1982	22 198	+ 1,7

	Ensemble des pays fabricants	dont			
		RFA	France	Italie	Japon
Janv.-oct.					
1981	19 189	6 833	3 043	3 684	4 352
1982	19 573	7 544	2 776	3 399	4 653
1983	19 237	7 781	2 572	3 177	4 800

Voitures neuves mises en circulation



3.2 AUTOMOBILES

1983 Après une longue période de faible croissance, voire de stagnation, la tendance du marché des voitures neuves dans le canton de Genève s'est nettement orientée à la baisse à partir du printemps 1983, soit après la vague d'achats effectués en anticipation de l'introduction des nouvelles normes antipollution. Au total, 19 237 voitures neuves ont été mises en circulation pendant les 10 premiers mois de l'an dernier, ce qui représente un recul de 1,7% comparativement à la période correspondante de 1982.

L'évolution n'a cependant pas été uniforme : en effet, les deux principaux pays fournisseurs, soit l'Allemagne fédérale et le Japon, ont enregistré de nouvelles progressions, respectivement de 3,1 et de 3,2%, réussissant ainsi à accroître notablement leur part du marché (de 38,5 à 40,5% pour la RFA et de 23,8 à 25,0% pour le Japon).

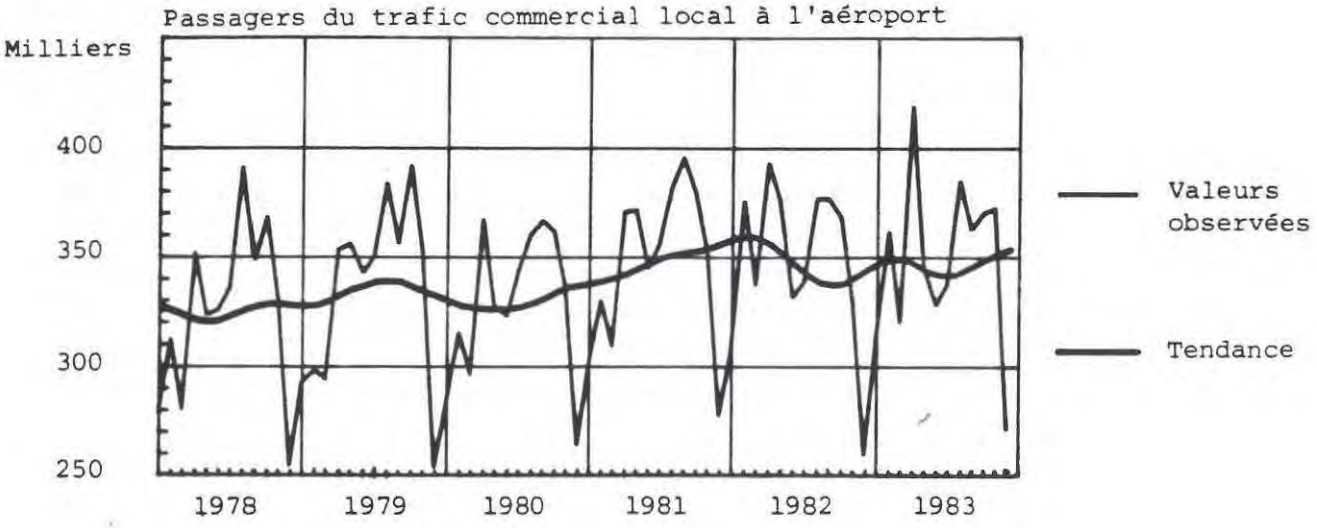
L'écart s'est considérablement creusé avec les autres pays : les ventes d'automobiles françaises ont diminué de 7,3%, leur part du marché passant de 14,2 à 13,4%. Les marques italiennes ont subi une baisse de 6,5%, ce qui s'est traduit par une nouvelle érosion de leur position sur le marché genevois (leur part reculant de 17,4 à 16,5%).

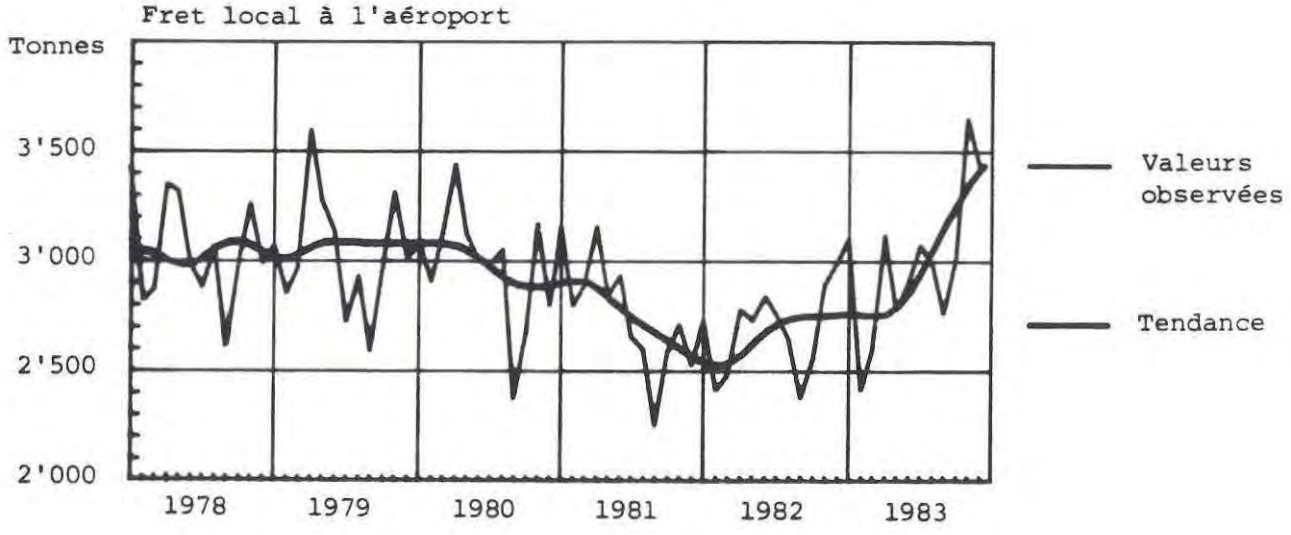
1984 On observe actuellement une certaine saturation dans le niveau de motorisation du pays, qui pourrait peser sur les ventes de véhicules neufs durant l'année en cours.

3.3 TRAFIC AERIEN

Trafic commercial à l'aéroport de Cointrin

	Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local	Variation par rapport à la période précédente			
					Trafic passagers		Poste et fret	dont fret local
	Total	dont local			Total	dont local		
	Nombre		Tonnes		%			
1978	4 540 815	3 920 414	69 287	36 186	+ 3,9	+ 3,2	+ 6,4	+ 4,3
1979	4 660 582	4 018 471	68 477	36 433	+ 2,6	+ 2,5	- 1,2	+ 0,7
1980	4 539 303	3 963 633	68 446	35 789	- 2,6	- 1,4	0,0	- 1,8
1981	4 738 938	4 180 538	66 737	32 706	+ 4,4	+ 5,5	- 2,5	- 8,6
1982	4 707 218	4 179 577	67 059	32 563	- 0,7	+ 0,0	+ 0,5	- 0,4
Janv. -nov.								
1981	4 394 564	3 873 336	60 959	29 974	+ 4,6	+ 5,7	- 2,1	- 8,1
1982	4 353 195	3 865 142	60 508	29 459	- 0,9	- 0,2	- 0,7	- 1,7
1983	4 386 982	3 887 574	67 707	32 709	+ 0,8	+ 0,6	+11,9	+11,0





3.3 TRAFIC AERIEN

1983 Malgré deux manifestations importantes à Palexpo (rassemblement organisé, à fin mars, par un grand fabricant d'automobiles et Telecom 83, du 26 octobre au 1er novembre) et l'absence d'éléments défavorables comparables à ceux de 1982 (accident d'avion et mauvaises conditions atmosphériques), la stagnation du trafic passagers de l'aéroport de Genève-Cointrin, s'est poursuivie l'an dernier.

Le total général des passagers n'a progressé que de 0,8% au cours des 11 premiers mois de 1983. Pendant cette période, le trafic régulier des compagnies suisses (Swissair et Crossair) a baissé de 3,9% alors que celui des compagnies étrangères enregistrait une forte augmentation (+ 9,5%). Les problèmes rencontrés sur la ligne Genève-Paris continuent d'influencer négativement cette catégorie de trafic.

En revanche, l'année 1983 est caractérisée par une nette progression du fret[1] (+ 11,7% pendant les mois de janvier à novembre) et de la poste locale (+ 13,3%).

1984 On ne dispose pas d'indications suffisamment fiables concernant l'évolution du trafic de l'aéroport prévue pour l'année en cours.

---

1) y compris marchandises en transit, sans la poste.

3.4 LOGEMENTS INOCCUPES, NOUVELLES DEMANDES[1] DE LOGEMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

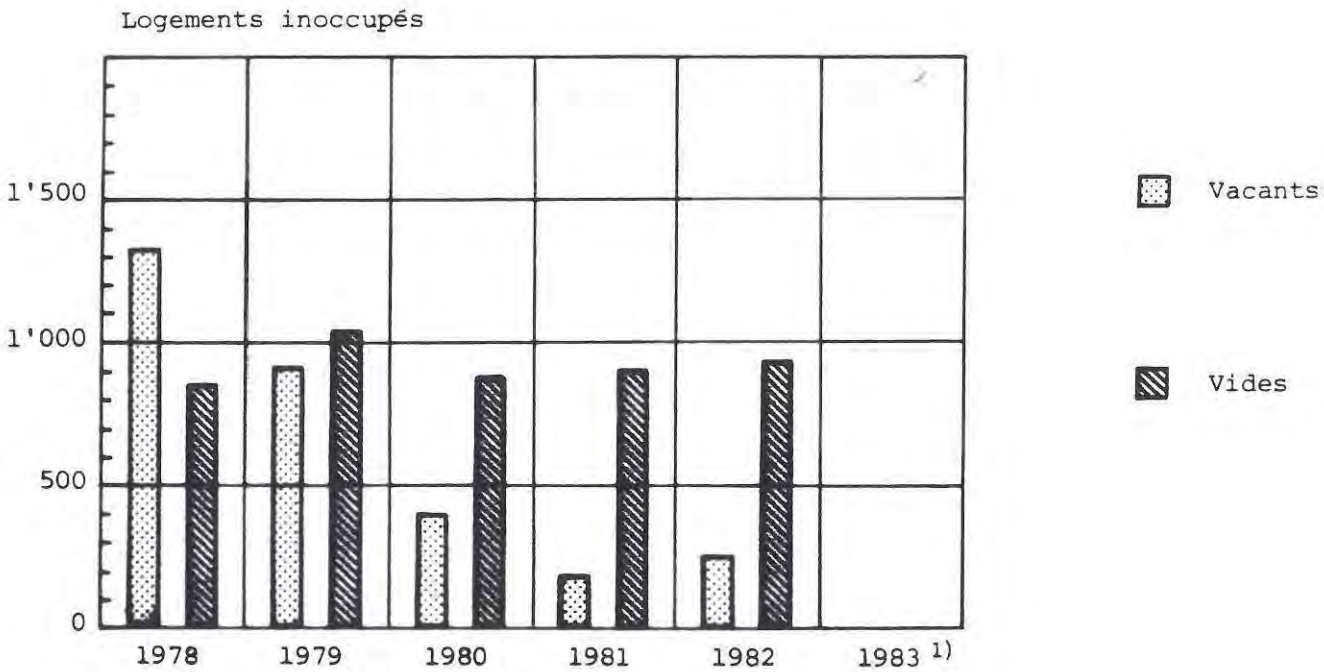
Logements inoccupés et locaux commerciaux vacants au 1er décembre

	Logements inoccupés				Locaux commerciaux vacants (en M^2)					
	Vides	Vacants		Total inoccupés	Bureaux	Arcades	Ateliers	Dépôts	Inconnu	Total
		Meublés	non meublés							
1978	849	231	1 093	2 173	46 538	7 561	9 867	4 815	468	69 249
1979	1 036	130	780	1 949	24 533	8 114	1 046	2 577	147	36 417
1980	880	115	285	1 280	17 761	9 027	120	8 754	-	35 662
1981	900	29	153	1 082	5 628	5 742	3 403	7 433	-	22 206
1982	932	56	253	1 241	6 095	5 243	1 468	3 542	-	16 348
1983	*	*	*	*	*	*	*	*	*	*

Mouvement des demandes[1] de logements émanant de personnes congédiées ou désirant changer de logement

	Congédié ou sans logement	Echange	Total
1978	4 085	5 375	9 460
1979	4 029	5 357	9 386
1980	4 221	4 322	8 543
1981	4 216	3 961	8 177
1982	3 864	3 562	7 426
1983	1 843	1 220	3 063

1) Connues de l'office du logement social jusqu'en 1982 et enregistrées à l'office du logement social dès 1983 (voir texte ci-contre).



1) Voir texte ci-contre.

3.4 LOGEMENTS INOCCUPES, DEMANDE DE LOGEMENTS ET LOCAUX COMMERCIAUX VACANTS

1983 Logements inoccupés

L'enquête au 1er décembre 1983, portant sur les logements inoccupés et les locaux commerciaux vacants, a été reportée par l'office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OFIAMT) au 1er juin 1984. Afin de ne pas solliciter à deux reprises en six mois les régies du canton de Genève, le service cantonal de statistique a renoncé à effectuer ce relevé de décembre sur le plan cantonal.

La situation a très certainement peu évolué par rapport à l'enquête précédente et d'un point de vue indicatif le nombre et la répartition des logements inoccupés n'ont guère changé. 1983 est caractérisé par un faible taux de vacance (environ 0,20) et une demande en matière de logement nettement supérieure à l'offre.

Demande de logements (connue de l'office du logement social)

A partir de janvier 1983, l'office du logement social ne comptabilise plus dans sa statistique des demandes de logements que celles lui étant directement adressées (au guichet ou par lettre). Le nombre des nouvelles demandes est ainsi sensiblement inférieur à ce qu'il était auparavant. Du point de vue statistique, la comparaison n'est plus possible et il a fallu procéder à une rupture des séries signalée par un tiret horizontal. Néanmoins et de façon intuitive on peut considérer que la demande reste forte et constante, avec une prépondérance pour les personnes "congédiées ou sans logement".

Locaux commerciaux vacants

Ce relevé se faisant conjointement avec l'enquête sur les logements inoccupés, il n'y a pas de nouveaux résultats disponibles. Ce marché étant nettement plus discret que celui du logement, on peut en déduire qu'il est très certainement moins tendu et qu'actuellement il n'y a, en la matière, ni pléthore, ni pénurie.

1984 Logements inoccupés

Au vu de l'incertitude actuelle en matière de construction de logements et de la demande qui reste forte, la situation ne devrait guère s'améliorer et le taux de vacance devrait rester proche du dernier enregistré.

Demande de logements

Il y a peu de chances pour que la demande se modifie de façon importante en 1984.

Locaux commerciaux vacants

Pas assez d'éléments pour porter une appréciation.

3.5 PRIX A LA CONSOMMATION

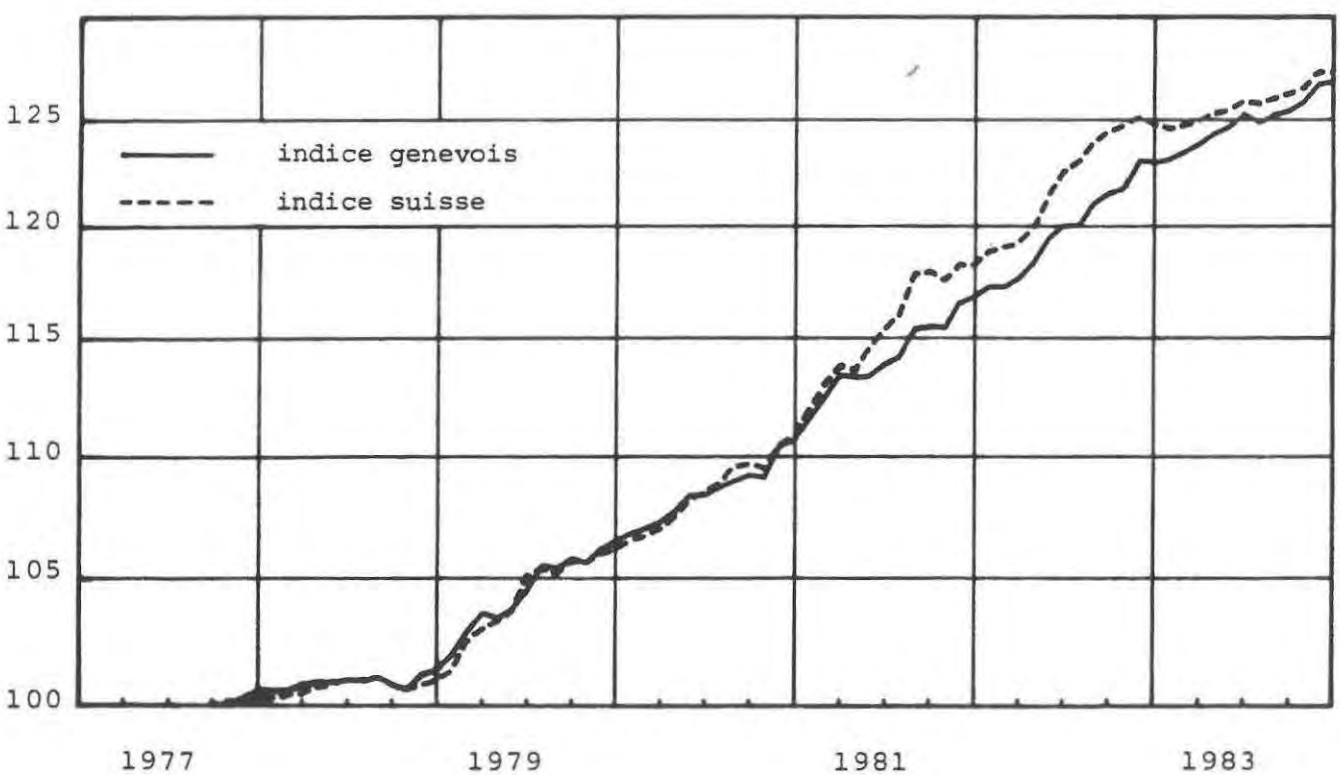
Variations annuelles de l'indice genevois des prix à la consommation

Unité : %

	1978	1979	1980	1981	1982	1983
INDICE GENERAL	0,8	5,0	4,0	5,5	5,3	3,1
. dont selon le groupe de dépenses						
Alimentation	2,2	4,0	7,0	7,8	5,9	4,2
Boissons et tabacs	2,0	1,9	3,6	6,0	6,2	0,8
Habillement	1,1	1,4	3,9	5,8	5,1	4,8
Loyer	1,1	0,7	1,7	3,0	7,9	4,6
Chauffage et éclairage	0,3	63,3	- 3,2	6,3	6,7	- 6,1
Aménagement et entretien du logement	0,2	0,8	4,0	4,9	4,7	2,0
Transports et communications	0,2	4,9	3,0	2,2	1,9	1,3
Santé et soins personnels	1,4	2,5	4,5	7,2	4,3	5,1
Instruction et loisirs	- 1,2	3,4	6,4	7,1	4,5	3,9
. dont selon le genre de biens						
Marchandises	- 0,1	7,1	4,4	6,0	4,7	1,9
. Marchandises non durables	0,8	8,6	4,9	6,4	5,4	2,0
. Marchandises durables	- 3,6	0,8	2,3	3,9	1,5	1,5
Services	1,8	2,8	3,4	4,9	5,9	4,4
. Services privés	1,8	2,3	3,3	5,5	6,2	4,2
. Services publics	1,9	6,3	3,9	0,6	3,8	5,9
. dont selon l'origine des biens						
. Biens et services indigènes .	1,6	2,5	4,0	5,5	5,6	3,9
. Biens importés	- 1,3	12,8	3,9	5,2	4,3	0,7
Variations des moyennes annuelles de l'indice général	1,2*	3,7	3,8	5,3	4,9	4,1*

* Changements de base de l'indice en septembre 1977 et décembre 1982. Les variations moyennes de 1977 et 1982 sont obtenues par raccordement.

Indices des prix à la consommation (septembre 1977 = 100)



3.5 PRIX A LA CONSOMMATION

1983 Le taux annuel de renchérissement, calculé de décembre à décembre, atteint 3,1% à Genève, en 1983. C'est le plus faible enregistré depuis 1978. Le renchérissement de 1983 est nettement inférieur aux augmentations annuelles de prix des cinq précédentes années (4,1% par an, en moyenne, entre fin 1977 et fin 1982) ou des dix dernières années (4,6% par an, en moyenne, entre fin 1972 et fin 1982).

Pour la première fois depuis 1978, la variation annuelle de l'indice suisse des prix à la consommation, qui s'élève à 2,1%, est inférieure à celle de l'indice genevois. En cinq ans, de fin 1978 à fin 1983, le niveau des prix a augmenté de 25,0% à Genève (soit de 4,6% par an en moyenne) et de 26,0% en Suisse (soit de 4,7% par an).

En 1983, la Suisse s'inscrit à nouveau dans le peloton de tête des pays à bas taux de renchérissement. En octobre, dernier mois disponible pour des comparaisons internationales, le taux annuel d'augmentation des prix à la consommation de la Suisse était le plus faible des pays de l'OCDE, à égalité avec le Japon (1,4%). Des taux modérés étaient également enregistrés aux Pays-Bas (2,5%), en Allemagne fédérale (2,6%), aux Etats-Unis (2,9%) et en Autriche (3,6%). Pour l'ensemble des pays de l'OCDE, elle s'établissait à 5,2%, taux annuel le plus faible enregistré depuis octobre 1972.

Perceptible depuis le second semestre 1982, le ralentissement de la hausse des prix s'est progressivement renforcé à Genève l'an dernier : au premier semestre 1983, les prix ont augmenté de 1,9% et, au second, de 1,3%. Sur l'ensemble de l'année, les plus fortes hausses ont porté sur les groupes de la santé et des soins personnels (5,1%) - en particulier sur la santé (6,2%) -, de l'habillement (4,8%), des loyers (4,6%) et de l'alimentation (4,2%). Les prix des produits pétroliers (- 5,9% en douze mois) ont contribué au fléchissement du taux de renchérissement. Sans leur recul, celui-ci se serait élevé à 3,5% contre, effectivement, 3,1%.

La progression des prix des marchandises non durables diminue fortement d'une année à l'autre (passant de 5,4% en 1982 à 2,0% en 1983) alors que l'évolution des biens durables reste très modérée (1,5%). Si la hausse des prix des services privés ralentit notablement (4,2% contre 6,2% en 1982) grâce à la décélération du renchérissement des loyers, l'augmentation des services publics enregistre une poussée (hausse de 21,9% des tarifs hospitaliers, de 19,4% des TPG, de 15,7% du gaz, de 10,1% des CFF).

En 1983, les prix des marchandises importées (+ 0,7% en un an) contribuent de façon capitale au ralentissement du renchérissement. Toutefois, la progression des prix des biens et services indigènes (3,9% en un an) faiblit de façon régulière tout au long de l'année.

1984 La plupart des prévisions de hausse annuelle des prix à la consommation en Suisse font état d'une légère accélération du mouvement des prix en 1984. En raison de la différence des taux de renchérissement entre Genève et la Suisse en 1983 et de sa nature, on peut escompter une poursuite légèrement atténuée du ralentissement de ce dernier à Genève. Pour notre canton, on estime comme probable un taux de renchérissement compris entre 2,2% et 3,0% en 1984. (Cette prévision est identique à celle présentée en juin 1983 dans l'Aspect statistique n° 37). Parmi les facteurs de modération de l'évolution des prix, on relève notamment le fléchissement de la hausse des loyers, la retenue des augmentations salariales, le fléchissement escompté de la croissance de la consommation des ménages, le resserrement de la politique monétaire de la BNS - dont les objectifs quantitatifs restent identiques alors que le volume de la production augmentera -, une probable revalorisation du franc et un éventuel fléchissement du dollar américain, dont la probabilité croît avec l'élargissement marqué du déficit de la balance des transactions courantes des USA. En revanche, les hausses des matières premières et produits de base, liées à la reprise économique, la stabilisation des produits pétroliers, qui fait suite à leur baisse de fin 1982 et de 1983, ainsi que le relèvement de certains tarifs publics devraient contribuer à renforcer la hausse du niveau général des prix.

3.6 SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

Salaires versés dans le canton[1)]

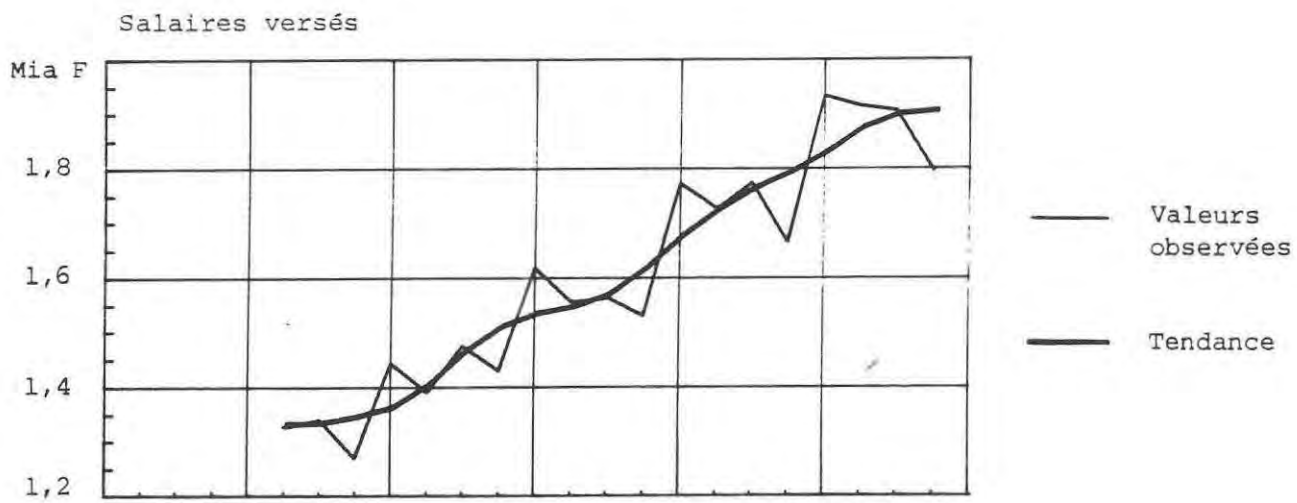
	Salaires versés dans le canton	
	1000 F	Variation en % par rapport à la période précédente
1978	5 077 560	+ 4,6
1979	5 382 390	+ 6,0
1980	5 908 383	+ 9,8
1981	6 421 309	+ 8,7
1982	7 094 363	+ 10,5
1er-3e trim.		
1981	4 647 340	+ 8,3
1982	5 161 102	+ 11,1
1983	5 611 924	+ 8,7

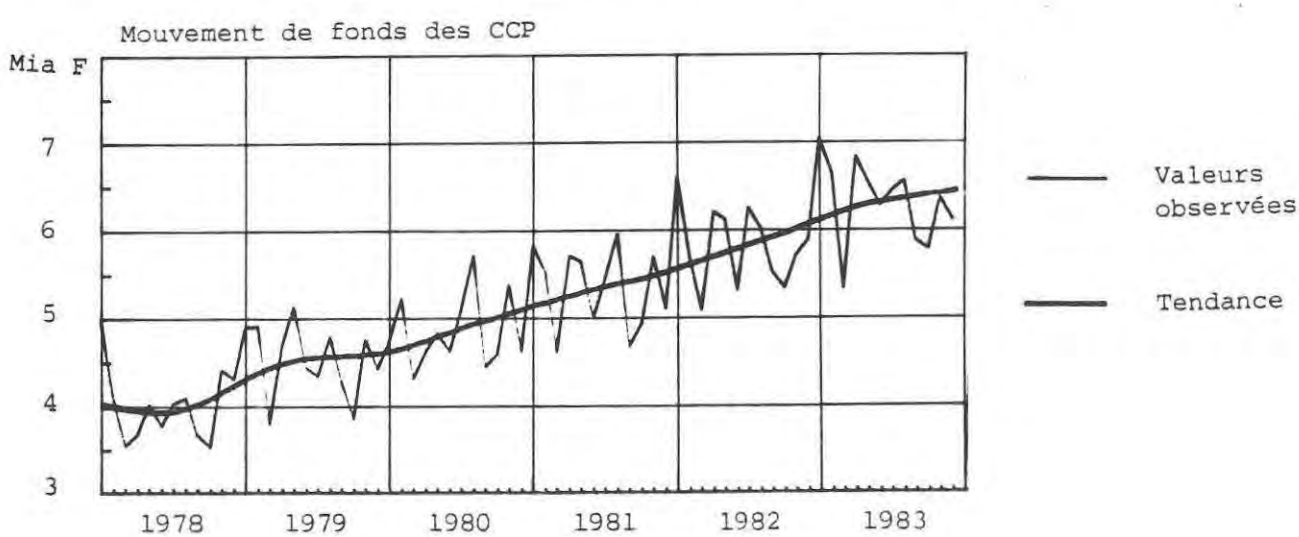
1) Résultats de l'enquête trimestrielle auprès des adm. publiques, des grandes entreprises et des principales caisses de compensation du canton; org. int.gouver. non comprises. Les résultats trimestriels sont disponibles à partir du 1er trimestre 1978.

Mouvement de fonds total des CCP[2)]

	Mouvement de fonds total des CCP	
	Mio F	Variation en % par rapport à la période précédente
1978	48 025,8	+ 0,0
1979	54 172,4	+ 12,8
1980	59 274,7	+ 9,4
1981	64 845,3	+ 9,4
1982	70 101,7	+ 8,1
Janv.-nov.		
1981	58 340,5	+ 9,1
1982	63 116,2	+ 8,2
1983	68 743,6	+ 8,9

2) Arrondissement de Genève des CCP.





3.6 SALAIRES ET MOUVEMENT DE FONDS DES CCP

Salaires

1983 La masse salariale versée par les entreprises du canton enregistrera très vraisemblablement, en 1983, un taux de croissance inférieur à celui de l'année précédente. Sur la base des résultats des trois premiers trimestres de l'année (+ 8,7%), le montant total des salaires versés progressera de 8 à 9% en 1983 contre + 10,5% en 1982, année qui connut le plus fort taux d'accroissement depuis 1974.

Compte tenu de la hausse des prix, mesurée par l'indice genevois des prix à la consommation, la masse salariale s'est accrue de 4% en termes réels depuis le début de l'année. Cette hausse découle à la fois de l'augmentation réelle des salaires et de celle du nombre des emplois dans le canton.

1984 Selon la Commission pour les questions conjoncturelles, deux facteurs vont influencer l'évolution des revenus salariaux en Suisse en 1984 : "une politique salariale plus retenue et une augmentation du coût de la vie moins forte en 1983; compte tenu d'une légère augmentation de l'emploi, d'environ un demi-point, ils pourraient croître au total d'environ 3,5%". Quant au Centre de recherches économiques appliquées de l'Université de Lausanne (CREA), il prévoit une augmentation de 3,6% des salaires nominaux par poste de travail.

Mouvement de fonds des CCP

1983 La croissance du mouvement de fonds des CCP au cours des onze premiers mois de l'année (+ 8,9%) est très proche de l'augmentation annuelle moyenne constatée sur la période 1979 à 1982 (+ 9,0%).

Le mouvement de fonds des CCP, qui, rappelons-le, comptabilise l'ensemble des opérations au comptant et des virements, dépassera ainsi les 75 milliards de francs en 1983, ce qui, à titre de comparaison, représente environ 5,7 fois le revenu cantonal genevois.

1984 On peut s'attendre à un taux d'augmentaton inférieur à celui de 1983 : entre + 7,0% et + 8,5%.